

T 2137 - 761 - 10,00 F



hebdo

le monde Libertaire

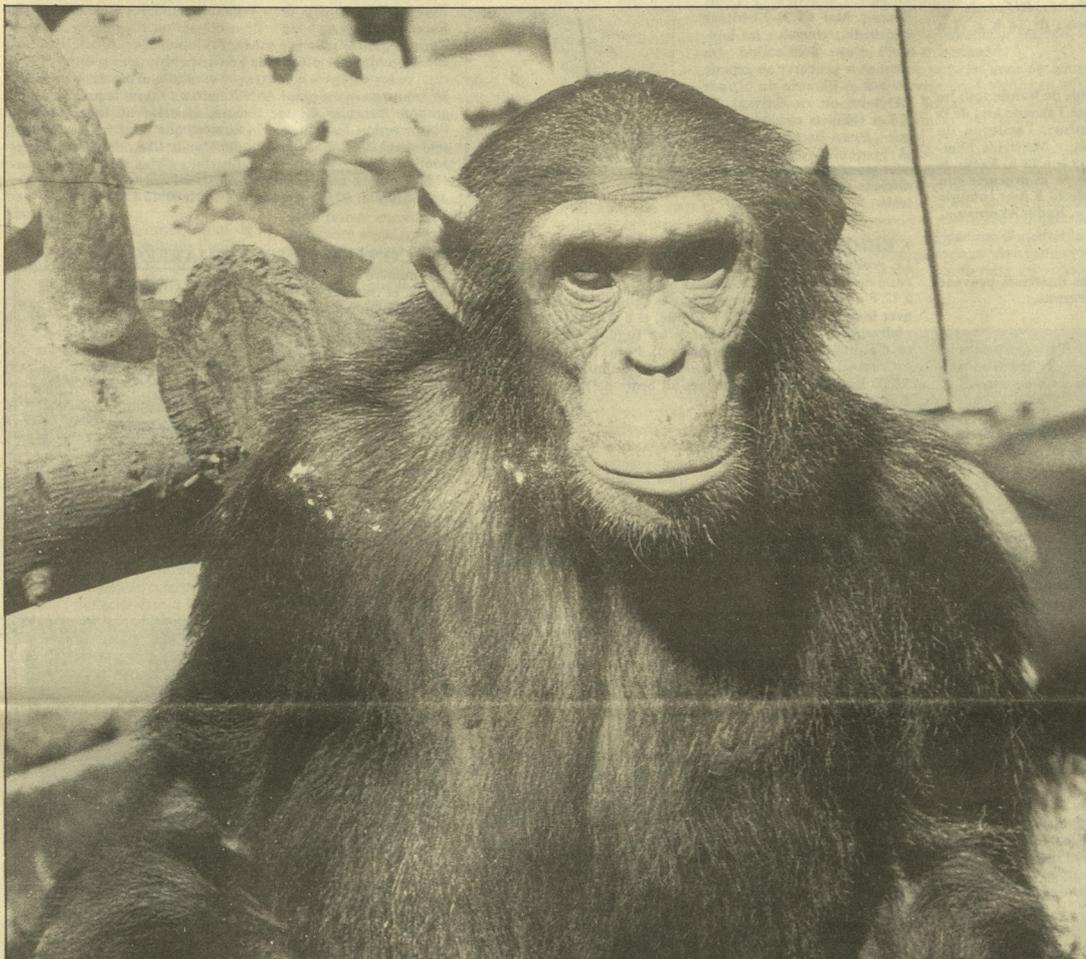


ISSN 0026-9433

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°761 JEUDI 21 SEPTEMBRE 1989 10,00 F



CECI EST UN HOMME POLITIQUE .

ÉDUCATION.

Projet Jospin : comment donner un « bon » enseignement sans profs et sans fric !

PAGE 6.

ARMÉE ET ÉDUCATION.

Les hussards de la République vont-ils porter le treilli ? Après le sabre et le goupillon, le sabre et l'abécédaire.

PAGE 7.

QUEBEC.

Bataille des féministes pour la légalisation de l'avortement.

PAGE 8.

JOSÉ PEIRATS.

Un militant de la CNT nous quitte. Son œuvre enfin éditée en français.

PAGE 10.

F°P. 2520

communiqués éditions

• PERPIGNAN.

Du 15 juin au 15 septembre, le groupe Puig-Antich n'assure qu'une permanence tous les samedis de 15 h à 19 h au 2 bis, rue Théodore-Guter, 66000 Perpignan.

• MARSEILLE.

Nous vous annonçons la naissance du groupe Ascaso/Durruti de Marseille, qui tient d'ores et déjà ses permanences au 11, rue Saint-Vincent-de-Paul, 13004 Marseille (métro Réformée ou Saint-Avenues-Longchamp), tous les samedis de 14 h à 17 h (contact courrier à la même adresse).

• NANTES.

Vous pouvez retrouver les militants du groupe de Nantes tous les samedis, de 11 h 30 à 12 h 30, sur le marché Talensac lors de la diffusion du « Monde libertaire ». De même, l'émission du groupe sur Radio Alternante (97.5 MHz), « Magazine libertaire », continue de plus bel le samedi de 12 h à 13 h. Enfin, le groupe rappelle qu'il est toujours possible de se procurer son journal, « Le Farfadet », (n° 6/7) au prix de 10 F port compris à l'adresse suivante : « Magazine libertaire », Radio Alternante, 19, rue de Nancy, 44300 Nantes.

• AURILLAC.

Une liaison existe à Aurillac. Les personnes intéressées peuvent écrire aux Relations Intérieures qui transmettrons.

• VAL-D'YERRES.

Le groupe du Val-d'Yerres vend le « Monde libertaire » tous les jeudis de 18 h 30 à 19 h 30, à la gare de Villeneuve-Saint-Georges. Ses membres vous invitent à venir les rencontrer.

• DIJON.

Gala de soutien au groupe de Dijon de la Fédération anarchiste avec Léo Ferré et, en première partie, Tristan Léa au Théâtre municipal de Dijon le vendredi 22 septembre à 20 h 30.

• BORDEAUX.

Le groupe Edma-Goldman reprend ses permanences, tous les samedis, de 14 h à 16 h, au local du 7 rue du Muguet à Bordeaux. Aux mêmes horaires, ouverture de l'athénée libertaire (livres, revues, journaux, posters, etc.). D'autre part, nous continuons à participer aux émissions de radio suivantes, sur la Clé des ondes (95.3 MHz) : « On a faim », musique anarcho-punk, tous les vendredis, de 21 h à 22 h ; et « Prisons », un jeudi sur deux de 21 h à 22 h 30.

• LYON.

Le groupe Galina-Makhno de Lyon tient des permanences les premiers et troisièmes lundis de chaque mois, de 19 h à 20 h 30, au CEP, 44, rue Saint-Georges, Lyon V^e. Vous pouvez aussi contacter le groupe en écrivant à : FA, BP 2041, 69603 Villeurbanne cedex.

• NANCY.

Un collectif anarchiste s'est créé depuis peu à Nancy (Meurthe-et-Moselle). Structure indépendante des diverses organisations libertaires impulsées par des « inorganisés » et quelques militants, elle souhaite regrouper un maximum d'individus désireux de conjuguer vraiment réflexion anarchiste et actions efficaces. Pour contacter le collectif, écrire aux Relations Intérieures qui transmettront.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE

Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois, 5 n°	35 F	70 F	60 F
3 mois, 13 n°	95 F	170 F	140 F
6 mois, 25 n°	170 F	310 F	250 F
1 an, 45 n°	290 F	530 F	400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
Adresse.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

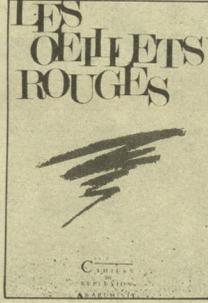
Abonnement de soutien

Chèque postal Chèque bancaire Autre

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse,
joindre la dernière bande de routage.

• « OEUILLET ROUGES »

Le numéro quatre des « Oeuillets rouges » vient de paraître. Au sommaire : l'ouverture... combien de divisions ; positionner les coordinations ; interview d'Eugène Descamps ; une précarité agissante ; le cas Deleuze ; interview de Louis Pinto ; Mai 68 et l'héritage gauchiste ; cinéma : les logiques d'une domination. On peut se le procurer au prix de 50 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à : « Les Oeuillets rouges », 122, rue Henri-Barbusse, 95100 Argenteuil (abonnement : 90 F pour deux numéros). Les anciens numéros sont en vente à 30 F le numéro ou 80 F les trois.



• BRIQUETS ET BADGES.

Le groupe de la Fédération anarchiste de Bourgoin-Jallieu a édité des briquets (A cerclé rouge sur fond noir à 15 F l'unité, et à 12 F à partir de 10 exemplaires, des badges « Vive l'anarchie » avec le dessin de Reiser (10 F l'unité, et 8 F à partir de 10 exemplaires), des badges « Chat noir » sur fond rouge (10 F l'unité, et 8 F à partir de 10 exemplaires). Pour toute commande : « Contre-Courants », La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu (chèques à l'ordre de l'association).

communiqués

• CHELLES.

La revue « Itinéraire » et le groupe Sacco et Vanzetti participent à la fête des associations de la ville de Chelles qui se déroulera les samedi 23 et dimanche 24 de 10 h à 18 h. Diverses activités auront lieu sur notre stand, et les personnes intéressées par l'anarchisme pourront s'entretenir avec nous. Adresse de la fête : parking du Centre culturel (RN 34), Chelles 77500.

• LILLE.

Le Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux a réouvert ses portes le samedi 2 septembre au 1-2 rue Denis-du-Péage, Lille (métro Fives). Les permanences pour cette année sont : jeudi soir de 19 h à 20 h et le samedi après-midi de 15 h à 19 h. Une librairie, une bibliothèque, une cassetothèque, une vidéothèque, des pochoirs, des affiches, des posters... des conférences ; c'est cela le Centre culturel libertaire lillois ! Pour tous renseignements : un téléphone (20.47.62.65) et une adresse (1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille). « La voix sans maître », une émission du Centre culturel libertaire Benoit-Broutchoux, vous donne rendez-vous tous les vendredis soir de 19 h 30 à 21 h. Au programme pour ce mois de septembre : 15 septembre (le syndicalisme ; l'anarcho-syndicalisme ; la CNT, ça existe !); 22 septembre (les prisons, l'isolement carcéral, les tortures) ; 29 septembre (on ouvre à nouveau le dossier « Chine », avec comme invités des membres d'Amnesty International).

Points de vue sur l'anarchisme

La Fédération anarchiste organise une série de cours qui aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste. Chaque cours sera précédé d'une émission d'introduction sur Radio-Libertaire (89.4 MHz) le samedi de 19 h 30 à 21 h :

- 3 octobre : « Qu'est-ce que l'anarchisme ? », ses idées forces, sa spécificité ;
- 10 octobre : « Le mouvement anarchiste en France », ses origines, ses développements, la situation actuelle ;
- 17 octobre : « Fondements économiques d'une société égalitaire », la lutte contre le capitalisme et toutes formes de privilèges ;
- 24 octobre : « Le fédéralisme libertaire », une autre manière de s'organiser dans la liberté ;
- 31 octobre : « La question de l'Etat », conception anarchiste et conception marxiste ;
- 7 novembre : « L'anarchisme et le monde du travail », méthodes d'interventions et pratiques libertaires de l'action directe ;
- 14 novembre : « Les anarchistes dans les mouvements révolutionnaires », l'anarchisme à l'épreuve de l'histoire ;
- 21 novembre : « L'action au quotidien, les problèmes de l'organisation ».

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris XVIII^e (métro Blanche).

FÉDÉRATION ANARCHISTE

éditions

• « FEMMES A L'OUVRAGE ».

Des militantes de la Fédération anarchiste viennent de publier une brochure sur le travail des femmes : « Femmes à l'ouvrage ». Celle-ci est en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, Paris XI^e) au prix de 50 F.

• « VOLONTÉ ANARCHISTE ».

Pour ce 35^e numéro de « Volonté anarchiste », le groupe de Fresnes-Antony a choisi « Le communisme libertaire », d'Isaac Puente, dont l'influence sur la révolution libertaire de 1936 fut considérable. Une préface de Frederica Montseny présente et restitue ce texte dans le contexte pré-révolutionnaire des années 30. Le compagnon espagnol Abel Ramirez a fourni la première biographie française d'Isaac Puente, assassiné au tout début de l'insurrection franquiste. Un numéro que vous trouverez pour seulement 25 F à la librairie du Monde libertaire. Le meilleur soutien, pour « Volonté anarchiste », est bien sûr l'abonnement (180 F pour 8 numéros), versements à l'ordre de ASH, 34, rue Jean-Moulin, 92160 Antony (CCP 21600 42 C Paris).

• « CONTRE VENTS ET MARÉES » N° 61.

Le numéro 61 de « Contre vents et marées » vient de paraître. On peut se le procurer au prix de 5 F à la librairie du Monde libertaire ou en écrivant à « Contre-Courants », c/o La Ladrrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.



• BANDE DESSINÉE

Le groupe libertaire Paris XI^e de la Fédération anarchiste vient d'éditer, aux éditions du Monde libertaire, un album de bandes dessinées et de dessins antimilitaristes intitulé : « Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! ». Au sommaire : une préface de Michel Ragon, une introduction de Thierry Maricourt, avec la participation de 60 dessinateurs. Cet album de 96 pages (format 21 x 29,7), avec une couverture en couleur de Tardi, est disponible à la librairie du Monde libertaire au prix de 100 F (+ 10% pour les frais de port).



• « MAI 68, PAR EUX-MÊMES »

Le livre « Mai 68, par eux-mêmes » est paru aux Editions du Monde libertaire. De nombreux textes et propos recueillis par « Chronique syndicale », « Femmes libres » et le groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste pour la somme de 90 F, cet ouvrage est disponible à la librairie du Monde libertaire.



• BROCHURE.

Le groupe Salvador-Haro et d'Association des amis de Kropotkine viennent de publier une brochure sur le thème : « Sandinisme et minorité ethnique, la gauche latino-américaine face au mouvement indien ». Nous y abordons l'évolution des rapports entre Miskitos et Sandinistes, du conflit armé à la coexistence avant d'entamer un bref tour d'horizon en Amérique du sud : indigénisme, indianité, attitude des partis de gauche. Ceci complété par de nombreux documents et textes illustrant la situation indiennes sur ce continent. Cette brochure est en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11^e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19^e
Dépôt légal 44 149 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

L'EX...
diso...
cett...

moins un avan...
par contraste...
stratégies des...
chacune des...
dominant l'es...
pour la poss...
politique. Cap...
s'il semble m...
capital finan...
polisation par...
sionnels déf...
social, tout au...
sation des me...
par la bourg...
financière.

La logique...
capital politi...
préside aux cli...
que cette rent...
tuellement à...
grand parti. A...
UDF qui app...
comme une co...
rêts électoraux...
leader républi...
gnerie, figure...
rapprochment...
pour ébranler...
d'Estaing, obs...
ambitions. Am...
poussent simu...
l'un de l'autre...
jeu propre, M...
veillant à ne...
ponts avec les...
que Léotard et...
vaillent à s'im...
cuteurs privi...
RPR. Un alli...
sance renfor...
Léotard, mais...
d'agir comm...
pour mobilise...
troupes UDF...
la Culture, da...
accuse donc C...
hégémoniques...
torsions où la...
semble inexista...
directement à...
personnel...

Cette même...
de l'UDF au...
ment dit des...
détermine à p...
des jeunes lou...
désormais plu...
en solitaire qu...
Séguin se co...
d'influence qu...
Juppé, alors...
lance un nouv...
du « rassemble...

La diagra... un discours

La logique...
troupes, de l'é...
ses fractions q...
sans doute égal...
discours très p...
dont les propo...
justiciables d'...
ou d'une dou...
d'une part de...
militants les...
plus fascisants...
tenant au fon...
l'extrême droi...
au registre ar...
ation puante de...
à consonance...
malade et p...
du « complot...
monde — tout...
honorerait l...
disait Jeanson...
rer le déshon...
aussi de rassu...
teur auprès du...
à se crédibil...
qui accompag...
« menhir » :...
juif, dit-il, ma...
organisations...
compromises...
Le Pen disait...
avait, selon lu...
chanter La M...

MÉDIOCRITÉ ET DÉMAGOGIE POLITIQUES

Leur « pragmatisme »... et le nôtre

L'EXTRÊME pauvreté des discours politiques en cette rentrée présente au moins un avantage : elle fait saillir, par contraste, les ambitions et les stratégies des hommes qui, dans chacune des grandes formations dominantes de l'espace politique, luttent pour la possession du « capital » politique. Capital bien réel, même s'il semble moins tangible que le capital financier, et dont la monopolisation par les politiciens professionnels définit notre système social, tout autant que la monopolisation des moyens de production par la bourgeoisie industrielle et financière.

La logique des luttes, dont le capital politique constitue l'enjeu, préside aux clivages et aux divisions que cette rentrée donne à voir, particulièrement à l'intérieur de chaque grand parti. Ainsi, au sein de cette UDF qui apparaît de plus en plus comme une coalition de purs intérêts électoraux, François Léotard, leader républicain, et Pierre Méhaignerie, figure de proue centriste, se rapprochent-ils très ponctuellement pour ébranler l'influence de Giscard d'Estaing, obstacle commun à leurs ambitions. Ambitions rivales qui les poussent simultanément à se défier l'un de l'autre et à jouer chacun leur jeu propre, Méhaignerie et le CDS veillant à ne pas couper tous les ponts avec les giscardiens, tandis que Léotard et ses amis du PR travaillent à s'imposer comme interlocuteurs privilégiés face à l'« allié » RPR. Un allié dont la reconnaissance renforcerait la position de Léotard, mais qu'il s'agit aussi d'agiter comme un épouvantail pour mobiliser autour de soi les troupes UDF : l'ancien ministre de la Culture, dans le même temps, accuse donc Chirac de prétentions hégémoniques sur la droite. Contorsions où la part de l'idéologie semble inexistant, et qui obéissent directement à une logique d'intérêt personnel...

Cette même logique avait présidé, de l'UDF au RPR, au regroupement dit des « rénovateurs », et détermine à présent la dispersion des jeunes loups, chacun trouvant désormais plus d'intérêt à chasser en solitaire qu'à rôder en bande : Séguin se consacre à la lutte d'influence qui l'oppose à Alain Juppé, alors qu'Alain Carignon lance un nouveau courant au sein du « rassemblement » gaulliste.

La démagogie frontiste : un discours à deux niveaux

La logique de mobilisation des troupes, de l'électorat et des diverses fractions qui les composent est sans doute également au principe du discours très particulier de Le Pen, dont les propos s'avèrent toujours justiciables d'une double audition, ou d'une double lecture. Il s'agit d'une part de jeter en pâture aux militants les plus extrémistes, les plus fascisants, des formules appartenant au fond le plus classique de l'extrême droite, et particulièrement au registre antisémite : dénonciation puante de journalistes au nom à consonance juive, exploitation maladroite et paranoïaque du thème du « complot » érigé en vision du monde — toutes pratiques qui déshonoreront leur auteur si, comme disait Jeanson, on pouvait déshonorer le déshonneur. Mais il s'agit aussi de rassurer le public conservateur auprès duquel Le Pen cherche à se crédibiliser : d'où les benoîts qui accompagnent les propos du « menhir » : il y a bien un complot juif, dit-il, mais attention, toutes les organisations juives n'y sont pas compromises. De la même façon, Le Pen dit tout le scandale qu'il y avait, selon lui, à confier le soin de chanter *La Marseillaise*, au soir du

14 juillet, à une Noire américaine ; et, immédiatement après ce propos raciste évident, il regrette qu'on ne lui ait pas préféré... une chanteuse française d'outre-mer.

A chaque fois, l'articulation des deux niveaux, racisme et « respectabilité », doit suffire pour rassurer le public conservateur acquis récemment aux thèses frontistes, un public au fond doublement ravi d'entendre exprimer des préjugés latents en lui, et de les voir déniés ensuite pour le plus grand profit de sa bonne conscience — doublement ravi de la transgression de l'interdit (l'expression d'une pensée raciste) et du retour immédiat à une « respectabilité » malgré tout choyée (la nuance finale qui dénie le caractère raciste du message, tout en le rendant « acceptable », très vicieusement...). A chaque fois, simultanément, l'articulation entre racisme et « respectabilité » passe par une ficelle tellement grosse que les militants les plus extrémistes peuvent y voir à bon droit un clin d'œil du chef à ses troupes. Elle tend à assurer à Le Pen le soutien de son aile la plus dure, tout en permettant théoriquement à Mergat de « crédibiliser » le Front national auprès d'un public de droite plus classique.

Aussi, quand un vieux cinéaste qui ne vit plus que de ressentiments laisse parler, sans précautions oratoires minimales, l'antisémitisme ancré viscéralement en lui — comme dans la tradition d'extrême droite française —, il ruine l'articulation des deux niveaux de lecture et porte atteinte à l'entreprise lepéniste de crédibilisation. Devant ses propos, la réaction embarrassée des hommes du Front tente de préserver la pernicieuse double entente de leur discours : ainsi se désolidarisent-ils d'Autant-Lara (par la voix d'Yvon Blot) tout en incriminant les méthodes des journalistes qui ont diffusé ses propos — ces journalistes que Le Pen a coutume d'attaquer, et qui sont de toute façon liés, dans l'imaginaire frontiste... à la figure fantasmée du « Juif ».

Le Parti socialiste : pauvre en idées, riche en ambitions

Ce sont peut-être les ambitions et les stratégies à l'œuvre au sein du PS qui, en ce moment, révèlent le mieux les contraintes propres au jeu politique. Une tâche difficile attend en effet les figures de proue des différentes tendances socialistes, à l'approche du congrès de Rennes de mars 1990, et dans la perspective des luttes prochaines pour la succession de Pierre Mauroy à la tête du parti — dans la perspective, aussi, des luttes à plus long terme pour la succession de François Mitterrand. Chaque fraction dispute aux fractions adverses l'appui et le suffrage des militants, et doit pour cela se démarquer, affirmer sa différence, alors même que les ressources idéologiques permettant un tel démarquage s'avèrent limitées. Car, d'une part, les diverses tendances ont contribué à édifier le consensus autour d'un libéralisme de gauche politiquement triomphant, et presque toutes ont fait leur la réhabilitation de l'entreprise capitaliste autrefois initiée par la « deuxième gauche » et les rocardiens. D'autre part, le nom de François Mitterrand fonctionne dans les divers discours comme une invocation garantissant l'orthodoxie de leur contenu : ainsi Jospin se réclame-t-il de l'action présidentielle, ainsi Mermaz produit-il une contribution « mitterrandiste orthodoxe », ainsi Fabius déclare-t-il (dans *Libération* du 6 septembre) vouloir « construire un parti moderne de masse... autour de l'axe

mitterrandiste que pour (sa) part et dans tous les choix (il a) toujours fait prévaloir ». Enfin il s'agit, pour chaque leader socialiste, d'éviter d'apparaître comme un diviseur : tous se revendiquent d'un « rassemblement » des socialistes, et Fabius, dans le même entretien, met en garde contre les tentations de faire un congrès « pour ou contre le gouvernement ».

Tentative bien grande, en effet : quelle ressource, dans ce contexte, demeure disponible pour des leaders soucieux de se différencier, et de différencier leur « marque » ou leur « sous-marque » politique à l'intérieur du parti ? Le constat, intéressé et couvert d'euphémismes, de la droitisation de la politique socialiste (à laquelle tous ont pourtant participé) leur offre cette possibilité. L'insistance sur les impératifs de « justice sociale » permet aux uns et aux autres de se démarquer de Rocard et du gouvernement. Ainsi s'expliquent les déclarations de Mauroy, selon lesquelles le congrès de Rennes devra être un congrès « idéologique » ; ainsi s'explique l'insistance de Laurent Fabius, dans sa contribution écrite au prochain congrès (contribution qui circule actuellement parmi les militants) sur l'« ancrage » à gauche » du parti : lui aussi ne dédaigne pas de prendre ses distances, même s'il dit ne pas vouloir faire de congrès contre le gouvernement. Ainsi s'explique, enfin, pour une large part, la proposition par Rocard d'un « pacte de croissance » censé tenir lieu de grand dessein, et de contrepartie à même les velléités contestataires de leaders qui redécouvrent le « social » pour mieux mobiliser leurs troupes. Rocard et Bérégovoy n'ont-ils pas dû adopter en Conseil des ministres l'abaissement de la TVA sur les bijoux, les fourrures, les voitures et la hi-fi, pour contourner — comme le révèle le *Canard enchaîné* du 13 septembre — l'hostilité du groupe parlementaire socialiste, qui aurait préféré une baisse du taux de TVA sur les produits de première nécessité ? En donnant dans le « social », les divers chefs socialistes répondent aussi à un intérêt stratégique qui leur commande de se démarquer des orientations gouvernementales, fussent-ils eux-mêmes ministres, comme Jospin, Chevènement ou Delabarre.

Beau mouvement d'ensemble : reste que cette relative unité de façade entre les discours des grands caciques socialistes se prête mal à la pluralité de leurs ambitions. Certes, la prise de distance — verbale — par rapport au gouvernement leur semble nécessaire, mais elle ne suffit pas à différencier telle fraction de telle autre, Jospin de Fabius, par exemple. Et cette difficile différenciation entre les concurrents condamnés à employer des arguments semblables prêterait à sourire si elle n'avait pour toile de fond la dégradation des conditions de vie des salariés et des sans-emploi.

L'Etat et le marché : un débat mystifiant

De projet social, point. D'analyses serrées et de propositions précises pas trace : les leaders socialistes apparaissent, à cet égard, comme les grands caciques du vide parfait. Le cadre du « débat » est en effet celui du consensus, celui que François Mitterrand soi-même a ramassé en une formule d'autant plus commode qu'elle se révèle parfaitement creuse : l'économie mixte. Tout discours n'apparaît légitime, dans les partis qui dominent le champ politique français, qu'à condition d'admettre la légitimité du système capitaliste, d'une part, et la légitimité d'une certaine intervention de l'Etat, d'autre part. Le débat « légi-

time » se réduit donc, dans les formations dominantes et notamment au Parti socialiste, aux différents « dosages » entre libéralisme et étatismes proposés par les politiciens professionnels — le comble de la finesse politique étant l'affirmation d'une complémentarité « naturelle » entre l'Etat et le marché.

Pour leur part, les amis de Jean-Pierre Chevènement, réunis au sein du club « Socialisme et République », affirment leur identité idéologique en valorisant le rôle de l'Etat. Légèrement moins vague que les textes concurrents, la contribution qu'ils font circuler depuis quelques mois prône une croissance volontariste, présentée comme la condition sine qua non d'une véritable politique sociale. Mais cette proposition se trouve mise au service

d'une mystique républicaine à laquelle les chevènementistes nous ont déjà habitués : l'esprit de leur texte se résume en effet en trois mots ornés de majuscules et considérés comme synonymes : République, Nation et Etat. Invocation mythique et termes magiques dont l'emploi permet de couper court à une analyse sérieuse de ce qui est ici nommé « Etat » ou « République » : la foi étatiste de « Socialisme et République » fait pendant à la foi libérale des rocardiens, et l'illusion lyrique entretenue à toutes fins de mobilisation interne répond à l'illusion gestionnaire des autres courants.

Les limites de ce « débat » interne, déterminé en fait par la

(Lire suite page 4.)



Editorial

IMPUISSANCE des Etats ou échec et dérision de la politique ? Jamais la lutte contre la drogue n'aura autant retenu l'aura médiatique qu'en cette rentrée des classes. Jamais les gouvernements n'ont été aussi soucieux de préserver notre belle jeunesse. Assite-t-on à un retour de manivelle de la morale ou le péril est-il déjà si grand qu'on se décide enfin à faire quelque chose ? On sait que le Liban, au-delà de son intérêt stratégique, est un bon producteur de ces paradis artificiels dont Freud et Malraux ont goûté les effets. Mais eux ils avaient le droit. On sait aussi qu'en Colombie, la fortune des trafiquants est désormais capable de gérer l'Etat et, peut-être, même de rembourser les emprunts. Jolie fortune qui attise naturellement les convoitises. Et si c'était ça les vrais motifs de la guerre engagée en Amérique du Sud. La lutte totale menée depuis cet été et qui ne semble pas connaître de rémission n'a jamais été aussi rude. Le trésor des Incas ressemble, à côté de ce qui pourra ramasser le vainqueur, aux allocations de fin de droit d'un licencié de la COMATEC. Les menaces, en effet, créées par ce montage d'argent cash, incontrôlable, insaisissable, sont plus préoccupantes que la santé physique et mentale d'un camé. Surtout s'il est au chômage, ou noir, ou les deux. Et puis, c'est bien connu, le temps passé à dealer ou à rechercher avec angoisse sa dose de crack ou d'héroïne, c'est autant de moins pour la lutte sociale ou la prise de conscience. Nous n'irons certainement pas jusqu'à écrire que les drogués sont des enfants perdus de l'anarchie. Mais il reste qu'il est extrêmement difficile, voire impossible, d'assurer un travail militant sur ces couches de population tant les préoccupations sont dissemblables et même opposées. Le problème de la drogue arrange décidément beaucoup de monde, beaucoup de monde qui pue, beaucoup de monde qui a finalement intérêt à ce que la cocaïne circule et produise ce qu'on attend d'elle : le fric.

Nous, anarchistes, n'allons pas jouer les pères la pudeur dans l'affaire. Un bon joint n'a jamais fait de mal à personne. C'est un peu comme le foot, cela n'a rien de honteux en soi, c'est tout ce que l'on met derrière qui pose problème. Les intoxications de diverse nature qu'on tache de nous faire subir sont devenues des clichés, mais elles sont là. On les appelle tabac, l'alcool ou course à la promotion. Lutter contre tout cela, serait-ce revenir vers la vie des quelques-uns de nos ancêtres du début du siècle ? Ne manger que des bananes, monter aux arbres pour être plus près du soleil ou brouter de l'herbe pour n'avoir à remercier personne. Brouter de l'herbe pourquoi pas ? Mais attention aux pesticides, il paraît que ça fait planer.

Leur « pragmatisme »... et le nôtre (suite)

(Suite de la page 3.)

concurrence pour les postes de pouvoir et la succession de Mitterrand, dictent la justification plus ou moins explicite que les dirigeants socialistes livrent à leur changement de politique depuis 1982-1983. La transformation de la société française n'aurait pu s'opérer dans les délais souhaitables, non pas à cause de la stratégie adoptée (la conquête de l'Etat), mais à cause des « réalités » économiques d'alors — ce qui veut dire tout et n'importe quoi. Les militants socialistes auraient pu déduire, de l'incapacité de leurs dirigeants à semer une politique véritablement socialiste, que la stratégie électoraliste d'accès au pouvoir d'Etat ne permettait pas une transformation réelle de la société, que l'Etat n'était pas un « moyen », un « instrument » neutre et adapté à cette transformation. Au lieu de cela, on les a amenés à conclure que c'était le socialisme lui-même qui, pour une large part, s'était avéré irréalisable.

Les discours de justification socialistes ont préservé une certaine foi en l'Etat et lui ont sacrifié le socialisme, en y ajoutant, en y surimposant, une réhabilitation du marché. Le marché n'est pas une abstraction, et la concurrence n'a pas, en société capitaliste, le sens qu'elle pourrait avoir dans certains secteurs bien déterminés d'une économie autogestionnaire : aussi justifier « le marché », en société capitaliste, c'est en fait justifier l'entreprise capitaliste, c'est-à-dire l'ordre capitaliste lui-même. En théorisant leur propre impuissance pour se justifier devant militants et électeurs, les dirigeants socialistes en déduisaient donc la nécessité d'accepter, d'admettre la logique capitaliste. Et, ce faisant, ils s'enfermaient dans le sempiternel et vain débat sur les « limites » de l'étatisme et les « limites » du marché, débat qui, en imposant ses fausses évidences, impose aussi l'occultation des vraies questions : comment la logique de l'Etat participe-t-elle de la logique capitaliste ? pourquoi le socialisme réformiste s'avère-t-il impuissant à transformer véritablement la logique sociale ? et comment construire pragmatiquement, mais résolument, une société socialiste « ici et maintenant » ?

Ne versons pas dans l'idéalisme : si les leaders socialistes ne posent pas — ne se posent pas — les vraies questions, ce n'est pas qu'ils manquent de ressources théoriques et intellectuelles pour les aborder : la logique même de l'espace politique, et leur intérêt propre, les dissuadent d'exploiter ces ressources pour entamer une réflexion qui implique, selon nous, la radicale mise en cause du PS comme parti, comme bénéficiaire d'une délégation de pouvoir qui est, en société capitaliste, la

forme prise par la monopolisation du « capital » politique. C'est pourquoi, chez les socialistes, les discours lyriques et humanistes les plus creux se marient à une gestion libérale dont ils ne parviennent pas à masquer les conséquences.

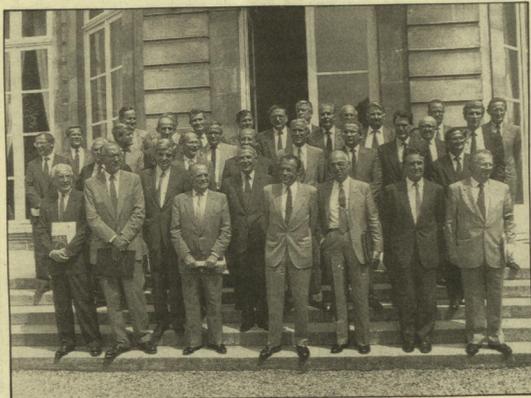
Matérialisme et pragmatisme libertaire

Face à l'idéalisme creux des socialistes et à la gestion libérale qu'ils tentent de masquer, les anarchistes — seuls, ou presque, à poser les vraies questions — disposent d'une philosophie matérialiste mortelle aux illusions lyriques et aux utopies de toutes espèces. Ils disposent, aussi, d'un potentiel unique de pratiques et d'expériences, celles des techniques d'auto-organisation qui permirent autrefois, en Catalogne, l'émergence d'une économie autogestionnaire égalitaire et performante — ces techniques que souvent les grandes mobilisations sociales retrouvent spontanément : assemblées générales, mandatement, révocabilité. Les anarchistes disposent, enfin, d'un projet dont les éléments paraissent parfois imprécis, mais autrement décisifs que la démagogie d'une quelconque « Lettre aux Français » ou d'un « pacte de croissance » dictés par la courte vue des intérêts politiques et des impératifs électoraux.

Si, pendant longtemps, nous avons tardé à étoffer notre démarche d'analyses et de propositions précises, la situation est peut-être à présent en train de se renverser. Dans les recherches où il s'investit comme dans les pratiques auxquelles il donne lieu, l'effort libertaire peut renouer avec une certaine force. Et cela, au moment même où la suffisance et le creux des discours politiques appellent une réponse toute pratique de la part des groupes dominés — l'émergence d'un mouvement social alternatif puissant.

Nous devons peut-être, à cet égard, arracher le terme « pragmatisme » des discours vides où il se commet. Car le pragmatisme authentique de Fernand Pelloutier et du mouvement des Bourses du travail, le pragmatisme exigeant de Berneri et de son anarchisme critique — pour ne citer qu'eux — rend bien pâle et dérisoire le « réalisme » prétendu de Rocard et de ses concurrents — ce voile jeté sur la domination de l'homme par l'homme. Et tous ces sympathisants de gauche que des politiciens ballotent entre l'illusion lyrique et l'illusion gestionnaire, il nous appartient de les convaincre que l'anarchisme, avec son double axe fédéraliste et autogestionnaire, est une réserve de socialisme pour demain — pourquoi pas pour aujourd'hui même ?

Philippe CHAILAN
(Gr. Benoît-Brouthoux)



Les Impôts dans la rue !

GRÈVE

La lutte s'amplifie aux Impôts, et les agents ne semblent pas prêts à arrêter leur mouvement avant obtention de leurs revendications (cf. *Monde libertaire* n° 760). Une manifestation monstre a eu lieu le mardi 12 septembre entre la Gare de l'Est et le ministère à Bercy, à l'appel de toutes les organisations syndicales.

Vingt-cinq mille agents étaient dans la rue, en majorité des Impôts, mais aussi du Trésor public et des douanes. Cette manifestation nationale a connu quelques problèmes le dimanche la précédent, puisque la préfecture avait interdit le parcours sous le falacieux prétexte de trouble de l'ordre public. Falacieux prétexte, en effet, puisque de nombreuses fois, précédemment, les manifestations des Impôts avaient suivi ce parcours. Le conflit fut réglé par un compromis entre les syndicats et la préfecture. A l'arrivée du cortège, à Bercy, une délégation fut reçue par les conseillers du ministre. Ces derniers n'apportèrent rien de plus et n'évoquèrent même pas l'ouverture de réelles négociations. Ils reprochèrent aux syndicats d'avoir manipulé les agents pour les amener à manifester (sic !) et d'avoir mal fait passer les propositions du ministre (cf. *Monde libertaire* n° 760) dans les services. S'il s'ouvre enfin, le dialogue s'annonce difficile et certain pas sercin.

non intéressante, dans une salle pleine à craquer, il est ressorti que le mouvement s'était organisé de deux façons différentes : soit les assemblées générales avaient élu des comités de grève comptant syndiqués et non-syndiqués ; soit les assemblées générales faisaient confiance aux militants syndicaux. Mais il va de soit, dans ces deux systèmes, que l'organe décisionnel reste l'assemblée générale. Il est certain que nulle part, aux Impôts, il n'y a remise en cause du rôle des syndicats car, en dernier lieu, ce seront uniquement ces derniers qui siègeront à la table des négociations avec, outre leurs revendications propres, celles établies par la base dans les services.

en bref...en bref...

• **CERCLE HAN-RYNER.**
La prochaine réunion du Cercle Han-Ryner se tiendra le samedi 14 octobre 1989, à 15 h, au Collège Sainte-Barbe, 4, rue Valette, 75005 Paris.

• **VIE ASSOCIATIVE.**
Le CAIF (Conseil des associations d'immigrés en France) organise une grande journée de spectacles à l'occasion de la commémoration du bicentenaire de la Révolution française. Cette manifestation interculturelle, intitulée « Espaces pour une nouvelle citoyenneté », aura lieu le samedi 21 octobre 1989, à 14 h, à l'Esplanade du Château-de-Vincennes.

• **ANTIFASCISME.**
Un an après l'assassinat de Patrick Lemauff par un skin à Lille et suite à l'attaque du stand du SCALP à la Braderie de Lille, le 3 septembre, par un commando fasciste, le SCALP organise une manifestation le 30 septembre 1989, à 16 h, à la Gare de Lille. Pour la région parisienne, vous pouvez réserver l'aller-retour dans un car au prix de 70 F en vous adressant à : REFLEX, 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris (tél. : 42.50.99.43).

• **PRESSE.**
Le numéro de septembre/octobre du magazine libertaire *Noir et rouge* est paru. Ce numéro comporte un important dossier sur la démocratie. En vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 20 F.

Aimé Capelle nous a quitté

Le 5 août dernier, Aimé Capelle nous quittait. Militant de la CGT-SR, puis de la CNT dont il fut secrétaire, collaborateur de l'organe astatosyndicaliste « Mains et cerveau », Aimé Capelle aura fini sa vie dans le XIX^e arrondissement où il avait passé son enfance.

Influencé par son frère militant anarchiste, il rencontra chez lui Makhno, Ascaso et Durruti. Dans les années 30, il travailla à l'imprimerie Lang, rue Curial, où, 50 ans plus tard, il allait habiter dans les immeubles neufs que la ville de Paris fait bâtir dans les l'est de la capitale.

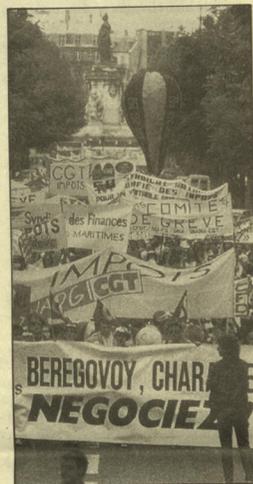
Militant syndicaliste dans le papier-carton, puis le transport, il suivra Pierre Besnard et ceux qui fondèrent, en 1926, la CGT-SR. Après la Libération et l'expérience de la CNT, il rejoindra l'Union des syndicalistes de la Révolution prolétarienne. A sa compagne, Marthe, à sa famille, nous adressons nos fraternelles saluts.

THIERRY (Gr. Pierre-Besnard)

Une grève qui dérange...

Comme nous l'avons déjà évoqué la semaine dernière, cette grève, lancée il y a trois mois et demi, crée bien des problèmes pour l'encaissement des recettes de l'Etat. Mais, elle crée aussi des gênes dans d'autres secteurs... Les services de la Garantie de Paris et Lyon étant bloqués, cela énerve les bijouteries. En effet, ce service est chargé de contrôler le taux de métaux précieux dans les bijoux et du fameux estampillage de ceux-ci. Les services fonciers étant aussi fermés, les actes notariés ne sont plus enregistrés, ce qui a fait réagir la chambre des notaires auprès du Premier ministre. Les services informatiques étant également bloqués, la direction générale essaie de casser le mouvement en obligeant les non-grévistes à enregistrer tous les documents et chèques manuellement. Voilà une raison supplémentaire pour amplifier le mouvement, ce qui se fait par ailleurs.

Le mercredi 13 septembre a eu lieu, à la Bourse du travail, une réunion des grévistes de l'Île-de-France afin de faire un bilan de l'action et des moyens employés. De cette réu-



Le 19 septembre, à l'heure où ce journal sera sous presse, les syndicats auront rencontré les parlementaires, afin de faire progresser les choses. Ils se font peut-être bien des illusions, quand on connaît la canaille qui siège à l'Assemblée. Ces gens-là, me semble-t-il, n'agissent pas en fonction des désirs des gens qui les ont élus mais plutôt en fonction de ceux de leur groupe parlementaire. On peut toujours rêver...

Philippe SPEC
(Gr. Louise-Michel)

PSA

Clavard Rocet ?

ROCARD et ses exercices d'Hercule sur la marmite sociale, on connaissait, le PDG « follement angoissé » par la compétition mondiale, on a découvert ! L'avenir souriait pourtant plutôt rose à M. Jacques Calvet du groupe PSA, pas de grève importante depuis le début des années 70, les usines Peugeot de Sochaux et surtout de Mulhouse avaient la réputation d'être calmes par rapport aux « foyers d'agitation » de la région parisienne. Mais la coupe a été pleine quant aux efforts consentis n'était proposé qu'un cran de plus à la ceinture...

A l'heure où nous bouclons, le comité intersyndical de Mulhouse (CGT, CFDT et FO) annonce qu'un millier de grévistes veulent se rendre, lundi 18 septembre, à Paris pour « une manifestation de grande ampleur afin que Calvet négocie enfin ». Les interventions médiatiques du PDG ont plutôt « foutu les boules » aux grévistes ! Côté directions syndicales, ça tire à boulets rouges CGT en tête, FO estime pour sa part que « Calvet

se comporte comme l'Etat avant 1968 », et la CFDT considère qu'il « se comporte en monarche ». Jusqu'à la CSL (bien implantée dans le groupe) qui dénonce l'« insuffisance de dialogue social » mais il est vrai, seulement depuis le début du conflit ! Unanimité large au niveau des syndicats représentatifs devant ce mouvement de grève inattendu dans l'est de la France. La revendication de la prime de 1 500 F des dernières luttes de la métallurgie est reprise ; mais cela réussira-t-il à rallumer les cendres de la région parisienne ?

Il est bien sûr trop tôt pour répondre, on peut se berner à remarquer que Sochaux et Mulhouse auraient pu se mettre en lutte de façon plus marquée quand Aulnay, Hispano-Suiza, Poissy et les autres y étaient... et espérer que l'automne 1989 verra tous les travailleurs de métallurgie française, Français et immigrés, lutter ensemble !

J.-P. G.

N°761 JEUDI 21 SEPTEMBRE 1989

PRISONS

Chroniques d'un été inique

ASSOMMER les détenus pour étouffer leurs luttes, tel semble avoir été le mot d'ordre de la Chancellerie durant l'été du bicentenaire. Un mouvement revendicatif fort aurait sans doute fait désordre, alors que la France fêtait la prise de la Bastille. L'administration pénitentiaire a donc déployé toute sa panoplie pour prévenir les révoltes, et neutraliser les « meneurs » potentiels : transferts, interdictions de communiquer, recours au mitard et aux tabassages...

Le 12 juin, une mutinerie éclate dans la centrale de sinistre réputation de Clairvaux. Des détenus restent en cour de promenade pour protester contre la « descente » au mitard de l'un de leurs camarades, un maton est pris à partie... L'intervention des CRS met fin au début de mutinerie. L'heure de la curée a sonné pour les matons, qui, alors que tout danger est écarté, lynchent littéralement sept prisonniers, « choisis » parmi les plus combattifs. Tabassages-boucherie, au point qu'ils donneront lieu à une enquête administrative, confirmant des violences abjectes... Sans pour autant que les matons n'encourent aucune sanction. En revanche, trois prisonniers de la Coordination des prisonniers antifascistes, Alain Trouvé, Yves Gourdon et Jacques Sartory, sont inculpés de coups et blessures. Ils comparaitront le 31 octobre au tribunal de Troyes.

Un mois et demi plus tard commence, à Yzeure, une grève de la

faim pour réclamer l'abolition des quartiers d'isolement. Le 24 juillet, alors qu'il poursuit cette grève de la faim, Djellali Mihoubi, un des « mutins » d'Ensisheim, est attaqué par trois matons. Les traces de coups sont dûment constatées par un médecin de la pénitentiaire, le prisonnier porte plainte... et c'est lui qui se trouve inculpé de coups et blessures sur ses trois agresseurs, tandis que sa propre plainte débouche sur un non-lieu. Il comparaitra le 27 septembre au tribunal de Moulins (1).

Huit détenus tabassés, quatre d'entre eux risquant, une fois de plus, de nouvelles sanctions dans un arbitraire hallucinant... Nous n'épiloguerons pas ici sur l'iniquité de la justice fermant les yeux sur les exactions des matons, et entérinant benoîtement toutes les plaintes : le tabassage ne fait-il pas partie des fonctions des matons ? Depuis quand les prisonniers auraient-ils droit à un semblant de justice ?

Et ce bilan de l'été carcéral n'est sans doute pas complet : combien de tabassages, de décès de détenus ont eu lieu dans les prisons françaises incognito, ou sans que personne ne s'en émeuve ?

Démolir les « meneurs »

Cet été, l'administration pénitentiaire s'est attaquée directement à des détenus connus pour leur militantisme anticarcéral, tous inscrits dans les luttes qui, depuis trois ans, agitent les prisons : tous revendiquent l'abolition des quar-

tiers d'isolement, du prétoire, du mitard, exigent l'amnistie des mutins, les parloirs intimes, le SMIC pour tous les travailleurs. Les tabassages dont ils ont été victimes, les procès dont ils font aujourd'hui l'objet, sont une étape de plus dans l'objectif, de plus en plus clair, de la Chancellerie : intimider les prisonniers les plus rebelles, les isoler, les réduire au silence au besoin physiquement. Dans le même temps, on fait miroiter des hochets dérisoires comme le minitel des Baumettes (2), et les 13 000 nouvelles places de prison passent comme une lettre à la poste !

Si les tabassages de l'été ont été noyés sous les flonflons du bicentenaire, les deux procès qui en découlent ont d'ores et déjà fait l'objet de nombreux appels à la solidarité. L'administration pénitentiaire a plus ou moins réussi à faire taire les prisonniers cet été. Il est peu probable qu'elle y parvienne encore à la rentrée.

Pascale CHOISY

(1) La maison d'arrêt de Moulins semble déterminée à provoquer les prisonniers : les 11 et 12 septembre, les matons ont prétendu imposer des fouilles provocatrices aux prisonniers, au retour de la promenade. Vingt-deux détenus s'y sont refusés... Et se sont retrouvés au mitard.

(2) Ne tapez pas 36 15 code Baumettes : inutile d'accorder ne serait-ce qu'une unité téléphonique au plus obscur des serveurs, qui présente la prison comme un Club Med. Avec, comme logo, une poignée de main !

AUBERVILLIERS

Télémagot (suite)

AUBERVILLIERS, Seine-Saint-Denis, les « narco-trafiquants » font-ils la loi ? Vous savez tous que la télévision c'est l'opium du peuple. Si vous avez lu le *Monde libertaire* n° 760, vous savez aussi que des communistes responsables de l'OPHLM et de la mairie d'Aubervilliers trafiquent la loi relative à l'installation d'antennes réceptrices de radiodiffusion. Mais vous ne savez pas tout. Voici donc quelques précisions sur cette affaire.

« Le droit à l'antenne »

En mai 1989, le *Journal de l'OPHLM d'Aubervilliers* informe les locataires que : « Les travaux de réfection des antennes télévisuelles (...) commencent (...). Vous aviez été relativement nombreux à nous réclamer ces travaux, ce qui est tout à fait légitime puisque la loi consacre le « droit à l'antenne » et précise qu'aucun propriétaire bailleur ne peut s'y opposer dès lors qu'un seul locataire le demande.

« Le bailleur est simplement en droit de demander à chaque locataire une quote-part des frais qu'il supporte pour réaliser l'installation demandée.

« Cette quote-part, nous vous la demanderons sous forme de trois acomptes :

• 91,70 francs en juillet, en août et en septembre, soit 275,10 francs par logements touchés (...). »

Des locataires du 48 rue Crèvecoeur se renseignent auprès d'une association de consommateurs (1) et prennent connaissance de la loi du 2 juillet 1966 et du décret du 22 décembre 1967, suit un tract où ils demandent qu'une délégation de locataires soit reçue par l'OPHLM.

En juin 1989, le président de l'OPHLM, Jean Sivy (qui est égale-

ment premier adjoint au maire d'Aubervilliers) s'adresse aux locataires et leur précise que les versements de la quote-part débiteront après la fin des travaux. On recule !

Juillet 1989, les locataires qui n'avaient pas envie d'utiliser un branchement de télévision se sont vu répondre ceci par la vice-présidente déléguée de l'OPHLM, Carmen Caron (qui est également maire-adjointe) :

« L'Office, comme tout propriétaire bailleur, est tenu de réaliser le raccordement à une antenne collective dès lors qu'un seul locataire d'un immeuble le demande. C'est une obligation très clairement fixée par la loi du 2 juillet 1968 relative à l'installation d'antennes réceptrices de radio et télédiffusion et cette même loi prévoit que le bailleur est en droit d'exiger de tout locataire une quote-part des travaux qu'il engage pour la réception et l'entretien. »

C'est très catégorique, mais pas vraiment légal. En effet, le décret n° 67-1171 qui complète la loi n° 66-457 précise, dans son article 3 :

« Art. 3. — La quote-part des dépenses d'installation, de remplacement et d'entretien susceptible d'être perçue en vertu de l'article 2 de la loi susvisée est égale au quotient du total des frais exposés par le nombre total des branchements de l'installation lors du raccordement. Les raccordements ultérieurs donnent lieu au règlement dans les mêmes conditions. »

En août 1989, le président de l'AFOC 93, Jean-Louis Pauc (qui est également secrétaire général FO du département) s'adresse au président de l'OPHLM en lui rappelant « qu'aucune obligation n'est faite au locataire de se brancher ou d'être branché sur l'antenne collective

sans son consentement » et qu'il n'est donc pas question d'exiger que tous les locataires payent la quote-part.

Septembre 1989, il semble que le président de l'OPHLM s'essaye à la pédagogie envers les locataires du 48 rue Crèvecoeur qui sont allés le voir ; dans ce cas, il ne juge pas l'installation nécessaire. Il n'a pas voulu dire : « Il y en a qui contestent ! Alors, personne n'aura la télé. » N'allez pas mal interpréter, cela serait d'un anticommunisme primaire.

Pourtant, les jours passent et l'on reste sans nouvelles de cette vraie fausse loi de 1968. A Aubervilliers, le slogan-choc importé des Etats-Unis c'est : « Just say : no to glasnost ! » (2).

Un camarade téléphobé

(1) L'Association FO consommateurs du 93.

(2) Traduction : « Dites non à la transparence ! ».

Communiqué

La Fédération anarchiste se joint à l'appel du SCALP pour la tenue d'une manifestation de protestation contre les violences des fascistes commises en toute impunité, et un exactement après la mort de Patrick Le Mauff, assassiné à Lille par les skinheads. Cette manifestation aura lieu à Lille le 30 septembre 1989, à 16 h, à la Gare.

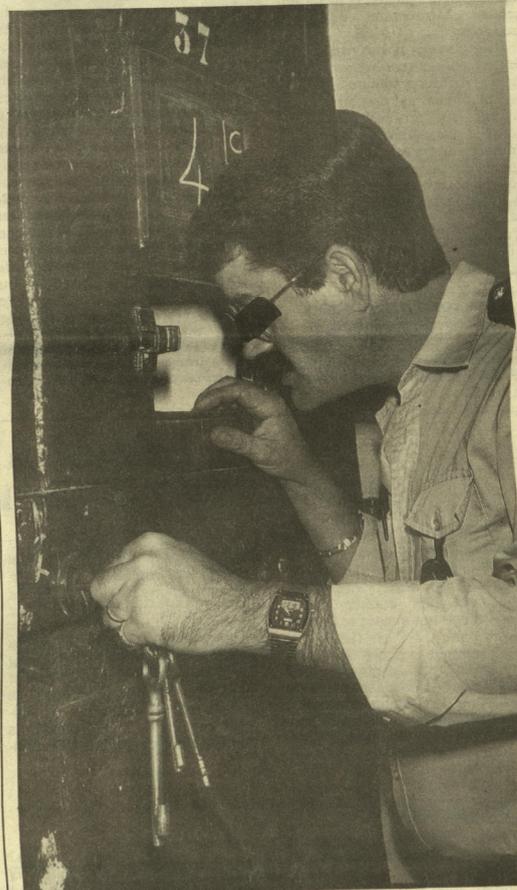
FÉDÉRATION ANARCHISTE

Appel des détenus de la centrale de Moulins

Le 12 juin 1989, sept détenus de la centrale de Clairvaux ont été torturés par des matons. Que ces détenus aient justement été ceux-là mêmes qui participaient à un mouvement non-violent de solidarité avec un autre détenu qui risquait un tabassage n'est certes pas dû au hasard. Comme ce n'est pas non plus un hasard qu'un détenu de la maison d'arrêt de Moulins se soit fait tabasser au mitard, le 24 juillet, alors qu'il participait à un mouvement de solidarité avec un détenu arbitrairement puni et qu'il était en grève de la faim contre les quartiers d'isolement.

Visiblement, il existe des luttes qui dérangent, et l'administration pénitentiaire y apporte ses réponses.

A Clairvaux, les matons-tabasseurs ont collectivement et très logiquement été absous par la justice. A Moulins, cette dernière s'est dépassée ; après avoir classé sans suite la plainte du détenu tabassé, elle a enregistré celle des matons-tabasseurs qui, d'agresseurs, se sont retrouvés collectivement « victimes » d'un seul détenu affaibli par la grève de la faim ! Prévenu de « coups et blessures volontaires », ce détenu sera présenté à l'audience du 27 septembre 1989, à 14 h, au Tribunal de grande instance de Moulins. L'issue de ce jugement ne fait aucun doute : la justice, instrument de l'Etat, servira ses fonctionnaires.



Nous, détenus de Moulins, entendons dénoncer le machisme de la justice qui absout systématiquement les matons responsables de nombreux tabassages et de « morts inexplicables », alors qu'elle n'hésite pas à condamner lourdement leurs victimes.

L'audience du 27 septembre sera pour nous l'occasion de démontrer, à travers le cas de l'un d'entre nous, la perversité de l'association pénitentiaire-justice et la finalité du droit pénal. Nous affirmons que si le droit — celui en vertu duquel nous avons été condamné — n'est pas le même pour tous, il n'est pas.

Nous refusons d'être les sempiternelles victimes d'un système qui pratique l'exclusion au point de nous refuser toute humanité. Nous appelons nos camarades des autres prisons à manifester leur soutien le jour de l'audience par des mouvements responsables.

Il est temps de répondre à la répression aveugle par la solidarité et la détermination lucide.

Les détenus de la centrale de Moulins

« REVALORISATION » La farce tranquille...

La logique statutaire retenue pour la « revalorisation » est contradictoire avec la volonté d'innovation affichée par ailleurs. En effet, il ne suffit pas d'affirmer que les enseignants doivent travailler en équipe... il faut leur en donner les moyens ! Or, aucune perspective concrète n'a été programmée. Pire, travailler autrement semble signifier travailler plus... d'où création de primes (non prises en compte dans la retraite) et d'heures supplémentaires. Quant à la mise en place de grades d'avancement (rebaptisés « hors classe »), les risques de discrimination entre personnels s'avèrent de plus en plus graves. Les quelques mesures positives contenues dans la loi (parité à terme entre professeurs certifiés et instituteurs « nouvelle formule », regroupement de la formation de tous les enseignants dans les mêmes instituts...) cachent une volonté de division par le biais d'une individualisation des salaires et de l'avancement. Méritocratie, quand tu nous tiens...

Parallèlement, des secteurs entiers ont été oubliés (conseillers d'orientation, maîtres-auxiliaires, etc.) et un problème subsiste quant au devenir des professeurs d'Ecole normale. Face à cette situation, un nombre croissant d'enseignants commence à comprendre que le gouvernement les a pris pour des cons ; et les syndicats ayant signé le relevé de conclusions peuvent s'attendre d'ici peu à devoir fournir quelques explications. Espérons que la base ne s'en contentera pas !

Une loi d'orientation pleine d'ambiguïtés

La loi d'orientation rentre beaucoup plus lentement dans les faits

que la dite revalorisation. Certes, le rapport Bourdieu-Gros semble faire l'objet d'un travail sur les contenus d'enseignement ; mais la « vaste consultation » annoncée par le ministère sera-t-elle autre chose qu'un simple sondage ? Des journées de réflexion collective seront-elles organisées dans les établissements ? Les programmes seront-ils repensés en fonction des intérêts du jeune, ou mis en adéquation avec les besoins de l'économie capitaliste ? La culture générale passera-t-elle à la trappe au profit d'une formation plus technique (comme les bacs professionnels) ?

Quant au travail par cycle et à l'apprentissage de la lecture sur trois ans (grande section, CP, CE1), comment cette vieille revendication pédagogique et syndicale enfin reconnue par les autorités (cf. le rapport Migeon) sera-t-elle appliquée concrètement ? Comment faire, en effet, pour rompre le contingentement de l'apprentissage de la lecture au CP, compte-tenu des mentalités, des méthodes, des effectifs, de la coupure entre primaire et maternelle, des difficultés matérielles pour former une équipe (heures de concertation non intégrées à l'horaire de travail notamment) ? Les inspecteurs seront-ils à l'écoute des demandes de formation continue et prêts à favoriser les expériences originales, alors que leur pouvoir de notation individuelle est maintenu ? La grande évaluation nationale prévue au CE2 (du jamais vu depuis un siècle !) visera-t-elle une meilleure adaptation du système à l'enfant, ou ne sera-t-elle qu'un outil de normalisation de plus ? Les zones d'éducation prioritaires (ZEP), relancées par le ministère, auront-elles des moyens spécifiques et conséquents ? Que devien-

dront les écoles non « zépées » mais connaissant, malgré tout, de sérieux problèmes ? Autant de questions qui, pour l'instant, demeurent sans réponse et qui, pour certains enseignants, restent fort éloignées des préoccupations quotidiennes...

Quarante élèves par classe : qui dit mieux ?

Les classes surchargées sont aujourd'hui une véritable plaie, une réalité scandaleuse sur laquelle se brisent bien souvent les ambitions pédagogiques les plus sincères. Que de solutions imposées par le maître au lieu de laisser l'enfant chercher les siennes, que d'activités rendues impossibles ou difficiles à cause du manque de place, du bruit et de l'attente, quelle perte de temps pour le jeune qui a décroché et qui attend le petit coup de pouce de l'enseignant débordé...

Dans les lycées, où l'on dépasse parfois les 40 élèves par classe, la situation est explosive. Dans les collèges et le primaire, un bon nombre d'établissements connaissent eux aussi de sérieux problèmes. Quant aux maternelles, on se demande si tonton François a déjà entendu parler de l'importance primordiale de l'affectivité chez le jeune enfant. Depuis le 13 janvier 1982, en effet, il n'y a plus de normes nationales du taux d'encadrement en maternelle. Certes, tout enseignant peut de lui-même limiter ses effectifs à 30 élèves par classe.

Il en est de même pour une école toute entière, après réunion des maîtres. En cas de pression de l'administration ou de la hiérarchie, il importe néanmoins de prendre contact avec les organisations syndicales, la plupart d'entre elles



ayant donné à ce sujet des consignes très claires. Signalons d'ailleurs que la fermeture s'avère payante, puisque cette pratique a donné naissance dans plusieurs départements à de véritables acquis. Enfin, rappelons que la limitation à 30 élèves par classe n'est qu'une étape, et que le nombre idéal de participants à un groupe de travail, quel qu'il soit, ne devrait jamais dépasser la quinzaine.

SUD ou CNT : un syndicat de l'Éducation, pour quoi faire ?

Fin juin, une vingtaine d'enseignants se réunissent à Lille pour faire le bilan de leur action au sein de la Coordination des personnels de l'Éducation. Lieu de jonction entre syndiqués d'horizons différents et non-syndiqués, la structure mise en place dans le cadre de la lutte contre le plan Jospin (et dissoute depuis peu) est jugée d'une grande utilité. Les participants s'accordent néanmoins sur le fait qu'elle ne suffit pas. L'organisation syndicale, en effet, demeure irremplaçable. Elle situe son action dans la durée, permet de capitaliser l'action collective, rompt avec les tendances corporatistes de certains salariés. Toutefois, si le syndicalisme leur apparaît comme essentiel, la plupart des organisations actuelles sont loin de répondre à leurs aspirations. Certains d'entre eux ont milité au SGEN-CFDT, d'autres à la FEN (SNI-PEGC, SNES, Ecole émancipée, etc.). Ils estiment tous qu'il est temps d'envisager autre chose que de vouloir faire bouger ces organisations : parce qu'elles sont devenues les courroies de transmission des partis politiques, parce qu'elles sont intégrées à l'appareil d'Etat, parce que leur fonctionnement est bureaucratique, parce qu'elles excluent les minorités ou qu'elles limitent leur droit d'expression, parce que leur conception de l'éducation et de la société en général ne correspond pas aux conceptions égalitaires et autogestionnaires qui sont les leurs.

Ils veulent un syndicalisme interprofessionnel et confédéré (c'est-à-dire non limité au seul secteur éducatif), inter-catégoriel (dépassant dans une perspective anti-hiérarchique les différences de statut entre professeurs, instituteurs, agents de service, personnels administratifs, etc.), ouvert sur l'extérieur (notamment en direction des élèves et des parents), solidaire des luttes menées

dans le monde du travail et partie prenante de la vie sociale.

Ils souhaitent une organisation autogérée et fédéraliste (indépendante vis-à-vis de l'Etat, du patronat et de tous les partis ou groupes politiques, souveraineté de l'assemblée générale, mandatement impératif, révocabilité et rotation des délégués, pluralisme politique et philosophique, incompatibilité des mandats politiques et syndicaux, autonomie de la section syndicale et du syndicat vis-à-vis des structures régionales et confédérales, etc.), d'une part, unitaire et partisan de la démocratie dans les luttes (coordination, comité de grève ou assemblée générale réunissant syndiqués d'horizons divers et non-syndiqués, contrôle des négociations par la base), d'autre part.

Enfin, porteurs d'un projet de transformation du système éducatif et de pratiques pédagogiques fondées sur l'épanouissement intégral de tous (sans exclusive sociale ou culturelle), ils considèrent que ce changement ne passera pas seulement par une réforme de l'intérieur, mais aussi par une transformation de la société toute entière : égalité économique, autogestion, démocratie directe, fédéralisme... transformation dans laquelle le syndicalisme aurait à jouer un rôle actif... Alors, SUD ou CNT ?

Début septembre, la solution d'un syndicat alternatif en prise directe avec la fédération SUD des PTT et partisan d'une confédération portant ce sigle est abandonnée... la plupart des enseignants rencontrés au sein de la coordination n'étant malheureusement pas convaincus de la nécessité d'une telle structure. Le noyau de base, essentiellement composé de militants de la Fédération anarchiste, n'ayant pas l'intention de s'autoproclamer syndicat alternatif, le choix est fait d'adhérer à la CNT et de participer, sous cette étiquette et avec d'autres militants (membres oppositionnels de la FEN, non-syndiqués, etc.), à la reconstruction d'un syndicalisme authentique, c'est-à-dire anticapitaliste et autoritaire.

Eric DUSSART
(Gr. Benoît-Brouchoux de Lille)

On peut prendre contact avec le nouveau syndicat CNT, en écrivant au Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille. Signalons que ce syndicat concerne également le secteur social et celui de la santé...

LUTTE DES CLASSES

Les inégalités ont la vie dure !

MEME si l'on peut observer une évolution positive depuis une trentaine d'années : en 1985, « vingt neuf pour cent des enfants d'une classe d'âge obtenaient le baccalauréat contre 7% en 1957 » (1), nous sommes encore loin des 80% promis par Jospin pour l'an 2000. La lutte des classes a la vie dure. Ainsi, les enfants des cadres supérieurs et des professions libérales, pour 93% d'entre eux, n'ont

pas de problèmes du CP à la 6^e, ils ne redoublent pas. Ils arriveront rapidement, après le lycée, à rejoindre en masse les universités scientifiques ou littéraires (voir tableau).

Ceux et celles que la sociologie nomme enfants « d'ouvriers » et « d'employés » sont évidemment beaucoup moins chanceux : ils redoublent fréquemment et arrivent avec peine à l'université. Ils représentent de 10% à 20% con-

tre 20% à 40% pour les étudiants dont les parents sont enseignants ou cadres.

Les filles sont plus douées que les garçons (c'est pas nouveau, diront les copines !). Elles redoublent moins souvent. Soixante deux pour cent des petits mecs arrivent en 6^e sans redoubler contre 69% pour les filles (voir tableau). Il est aussi préférable pour nous chérubins de ne pas redoubler le cours préparatoire, car un redoublement dans cette première année de « grande école » augure d'une carrière scolaire difficile. Rien que pour le primaire, l'INSEE note que sur « cent élèves ayant redoublé le CP en 1978-1979, 37 seulement parviennent en 6^e sans autre redoublement ». Il va de soi alors que l'avenir, au-delà de cette scolarité élémentaire, reste incertain.

Marie Duru-Bellat, maître de conférence en sciences de l'éducation, en rajoute même quand elle affirme que : « du point de vue des acquisitions scolaires, les classes de 6^e et de 5^e produisent autant d'inégalités sociales que toute la scolarité primaire » (2). Autant dire que dans ce cas le bac tombe à l'eau... et que la fac devient le pré-carré des plus favorisés. L'échec scolaire a donc encore de beaux jours devant lui, et on peut affirmer que la loi d'orientation de M. Jospin ne servira qu'à le masquer.

Alain BÉCILE

(1) Données sociales 1987, éditées par l'INSEE.
(2) Libération du 7 juin 1987.

Le déroulement de la scolarité élémentaire

Origine socioprofessionnelle	Pour 100 élèves entrés au cours préparatoire en 1978, nombre de ceux qui		
	sont en 6 ^e : cursus normal	ont redoublé une fois : sont en CM2	sont dans d'autres classes ¹
Cadres supérieurs et professions libérales	92,7	6,9	0,4
Cadres moyens	83,3	14,9	1,8
Industriels, gros commerçants	83,1	15,6	1,3
Autres catégories	76,7	20,5	2,6
Petits commerçants	73,8	21,3	1,9
Employés	70,7	24,1	5,2
Contremaîtres	70,3	24,1	5,6
Artisans	68,0	27,1	4,9
Agriculteurs exploitants	67,5	26,2	6,3
Ouvriers qualifiés	60,8	29,4	9,8
Personnels de services	51,0	32,6	16,4
Ouvriers spécialisés	50,8	34,8	14,4
Non actifs et divers	50,0	30,5	19,5
Salariés agricoles	48,4	29,3	22,3
Autres ouvriers	46,7	35,7	17,6
Manœuvres	36,0	37,9	26,1
Ensemble	65,7	25,5	9,0

PROTOCOLE

Armée/éducation : ça recommence

J.-C. CHEVÈNEMENT, ministre de l'Education nationale...

Trois mois de travail acharné pour nos féroces soldats...

Ils n'ont pas dû être déçus, ces braves citoyens...

Pour en revenir à Chevènement, il s'est sans doute senti vibrer au son de cette Marseillaise...

Les hussards noirs de la République

Les républicains purs et durs ont toujours été convaincus que c'est dès l'école que l'on forme les citoyens de demain...

Les assassins galonnés n'ont eu qu'à finir le travail pour faire s'étriper des millions d'individus.

La boucherie ayant laissé quelques traces dans les mémoires, on y est allé un peu moins fort par la suite...

La gauche au pouvoir, la nouvelle citoyenneté

En 1981, lorsque la gauche arrive au pouvoir, l'armée n'a plus la cote et les diverses institutions non plus.

Immédiatement Henu et Savary se mettent à l'ouvrage. Ils créent une commission Education/Armée en mai 1982.

C'est à ce moment-là que l'armée développe son service de relations publiques : le SIRPA.

Résistances et oppositions aux accords

Les premières applications du protocole voient le jour mais elles se heurtent, heureusement, à de vives oppositions.

De nombreuses associations de parents, d'enseignants et de nombreux mouvements prennent position contre les accords Henu/Savary.

En novembre 1984, Chevènement, qui a succédé à Savary au ministère de l'Education nationale, annonce le retour de l'instruction civique dans les écoles.

C'est dans cette atmosphère très patriotique qu'Henu coule, peu de temps après le naufrage du Rainbow Warrior.

En mars 1988, Chevènement est de retour, il est maintenant au ministère de la Défense.

Le 25 janvier 1989, Chevènement et Jospin signent un nouveau protocole d'accord armée-éducation.

« Conforme à notre tradition républicaine, notre stratégie de défense repose sur un large assentiment national et sur une solide union de l'armée et de la nation. »

Etre vigilants et réagir !

La machine ayant déjà été rodée depuis 1982, nos ministres font appliquer leurs accords avec empressement.

Partout des réactions ont lieu à chaque rapprochement entre l'armée et l'école, preuve qu'il ne faut pas désespérer.

Quoi qu'il en soit, il est impératif d'être vigilants et de dénoncer, partout où cela se fait, l'application de ce protocole.

L'école et la société d'aujourd'hui sont bien loin de cela. Laisser les militaires s'approcher et s'occuper de l'éducation de nos enfants n'est pas tolérable !

Le seul matériau qui intéresse ces soudards, ce sont des citoyens soumis et patriotes.

J. VAZQUEZ

Informations sur les accords armée-école : le COT d'Albi vient de reprendre la réalisation du Ramassis d'infos sur la militarisation de l'enseignement.



CES Travailler pour rien !

L'AIGNEL, un des sbires de Rocard, en avant-première du deuxième plan emploi du Premier ministre, nous a éclairé sur le sort des jeunes ayant quitté le cursus scolaire sans diplôme.

Laignel et Rocard ont alors eu la superbe idée de garder la même tambouille et d'en changer uniquement la présentation.

Dans ces stages CLES, rien n'est dit sur la formation des stagiaires, balayeront-ils les ateliers comme les tucistes ou apprendront-ils un boulot et une technique ?

Bien sûr, il y a de nombreux avantages pour les employeurs, on est « socialiste » ou on ne l'est pas. Toujours des employés pour pas très cher.

Philippe SPEC

Un service régulier et pratique l'abonnement

N°761 JEUDI 21 SEPTEMBRE 1989

CAMBODGE

L'afghanisation ?

LES négociations de Paris sur la Cambodge ont échoué, c'est entendu. L'incapacité pour la diplomatie à trouver un compromis khméro-cambodgien avant que ne s'opère le retrait militaire vietnamien (le 27 septembre) relance toutes les hypothèses, au premier rang desquelles « l'afghanisation » du conflit et le retour à la guerre civile.

L'introuvable agrément

En dépit des efforts diplomatiques français, personne n'a voulu s'entendre cet été à la table des négociations. Sur le terrain, aux confins khméro-thaïlandais, les pilonnages d'artillerie redoublaient d'intensité.

Le compromis proposé par les Français, pour marier le gaz et l'eau, impliquait que chaque partie accepte enfin de mettre un peu d'eau dans son vin. L'arrangement « à la française » prévoyait que le prince Sihanouk prenne la tête de l'Etat du Cambodge comme président en titre, chapotant un pool de vices-présidents appartenant aux différentes factions. Hun Sen, Premier ministre de l'actuel gouvernement pro-vietnamien conservant son poste et ses prérogatives jusqu'aux élections générales organisées sous contrôle international.

Cette version indochinoise de la fameuse « cohabitation » mitterrandienne aurait pu séduire Sihanouk. Il n'en fut rien. Le prince préférait se retrancher comme jamais sur les positions de la diplomatie chinoise, et refusait de se désolidariser des Khmers rouges.

Ainsi, la soit-disant « coalition » conduite par Sihanouk (et regroupant, outre ses partisans, ceux du FLNPK de Son Sann et les Khmers rouges de Pol Pot et Khieu Samphan) campa sur des positions radicales, posant comme préalable à tout compromis le départ effectif de tous les Vietnamiens (civils et militaires) du Cambodge et, surtout, le démantèlement du régime de Hun Sen, en place depuis dix ans.

De son côté, Hun Sen eut beau jeu de faire valoir le caractère positif de son ouverture politique, tout en réclamant — comme à son habitude — la disqualification des cadres historiques khmers rouges dans la course aux structures institutionnelles du futur Etat cambodgien.

Le moins qu'on puisse dire est que les efforts français ne furent pas payés de retour. Non seulement les factions cambodgiennes ne voulaient pas s'entendre, mais les puissances régionales et internationales renoncèrent à peser positivement. Etats-Unis et URSS restant en retrait, Chine et ASYAN se montrant carrément hostiles. Aussi, bien que personne ne puisse se proclamer ouvertement vainqueur de ces tristes confrontations, il faut bien reconnaître que le Vietnam a, une fois encore, fait avancer ses positions :

- en démontrant à postériori l'utilité de son rôle face au péril khmer rouge qui n'a rien d'irréel ;
- en maintenant malgré tout sa volonté de désengagement militaire, ce qui devrait lui rouvrir les portes des instances financières internationales...

De son côté, la résistance cambodgienne ne sort pas grandie de l'épreuve. Divisée jusqu'au sein même de chaque faction, elle perd en Sihanouk le seul interlocuteur valable que réclamait les Occidentaux, peu désireux de traiter avec les sbires de Pol Pot. Agaçant ses protecteurs occidentaux, loupant une nouvelle fois le coche, Sihanouk, qui rêvait d'un statut « mitterrandien » au sein du futur régime, pourrait même se voir priver de celui de « Reine d'Angleterre ».

D'une certaine façon, le régime de Phnom Penh, mis en place par les Vietnamiens en 1979 et conduit par Hun Sen, est en passe de réaliser son objectif : démontrer qu'il reste, après dix ans d'exercice effectif du pouvoir, le seul garant crédible de la continuité nationale cambodgienne.

En l'absence d'agrément sur un pouvoir mixte transitoire et sur le rôle d'une force de contrôle internationale, l'hypothèse d'une afghanisation du conflit est avancée par certains. Et ce, d'autant que les déclarations des chefs de guerre de la résistance cambodgienne s'y réfèrent explicitement.

Il faudra attendre les premières épreuves de force pour connaître quelle capacité à résister le régime de Phnom Penh conservera après le retrait vietnamien. Toutefois, il convient de faire la part des choses et de mesurer plus précisément le rapport des forces.

Notons tout d'abord que le régime en place bénéficie d'une certaine assise populaire, ce qui n'est pas le cas de la principale force d'opposition armée : les Khmers rouges...

Par ailleurs, il est peu probable que les Etats-Unis cherchent à rejouer le scénario « afghan » avec pour Pakistan la Thaïlande et pour Moujahidins les Khmers rouges. Depuis dix ans ce serait déjà fait ! Et, avec le retrait vietnamien, cette politique deviendrait injustifiable.

De son côté, la Chine ne dispose pas de la technologie de pointe suffisante pour aider les résistants à créer l'effet « stinger » et mettre à mal la suprématie gouvernementale en matière d'artillerie et de blindés.

Qui plus est, si la résistance a pu entretenir une certaine insécurité sur les frontières, elle n'a jamais pu s'emparer de territoires et en garder le contrôle. Elle reste cantonnée aux régions inhospitalières limitrophes de la Thaïlande.

Militairement, la coalition a montré ses limites avec l'échec des offensives engagées en parallèle aux négociations de Paris : débâcles des forces sihanoukistes dans la région de Siam Riep, pillonnage de la zone frontalière d'Arayuprathet et dislocation de la ligne des camps de réfugiés, notamment khmers rouges, qui ont été détruits ou repoussés plus profondément en territoire thaïlandais.

On le voit, il faudra plus que des communiqués aux chefs de guerre de la résistance cambodgienne pour venir à bout d'un régime adossé au voisin vietnamien.

Pourtant, le pire est encore possible. Plus qu'une afghanisation à court terme, persiste bien plus le risque d'une libanisation graduelle, ce qui, on en conviendra, n'est pas plus réjouissant. Souhaitons simplement qu'il en soit autrement...

Tirer les leçons de cette troisième guerre d'Indochine, au cœur de laquelle se joue le drame cambodgien, c'est faire le tri du réel et de l'idéologie, et mettre au placard le charabia marxiste et tiers-mondiste qui prétendaient, il y a peu, nous faire prendre des dictatures tropicales pour des jardins d'enfants, imageries pieuses et légendes à l'appui.

Sur fond de rivalité entre super-puissances communistes, les antagonismes nationaux, culturels et raciaux jouent encore à plein. Les Cambodgiens n'en finissent pas de s'entre-déchirer, les peuples indochinois de s'entre-dévoiler, les diplomates de hallabier, les théoriciens de thésauriser.

Comme au théâtre d'ombres cambodgien, des acteurs qui se croient marionnettes n'en finissent pas de jouer une tragédie qui paraît être sans queue ni tête. A moins qu'il ne s'agisse que d'une histoire de pouvoirs, tout simplement.

VÔ CHIN PHIN

QUÉBEC

Entre droit et morale

UNE lutte importante s'est déroulée cet été au Québec : celle de la lutte pour le maintien du droit à l'avortement pour les femmes.

Bien sûr, le Québec n'est pas le seul endroit où les femmes sont en but à ces attaques. Les Etats-Unis avaient déjà beaucoup fait parler d'eux lorsque quelques Etats américains avaient décidé d'inscrire des restrictions dans leurs textes de loi. L'année dernière, dans divers pays, le droit à l'avortement s'est vu remis en cause (Grande-Bretagne, France, etc.).

Il existe donc déjà une tendance générale dans les pays occidentaux à ne pas reconnaître le droit à l'avortement comme un droit acquis. Les Etats-Unis étant également ébranlés, il est compréhensible en une certaine manière que le trouble se fasse sentir jusqu'au Canada et au Québec vu la proximité et les influences politiques. Pourtant, en France, le Québec est bien connu pour l'importance de son mouvement femmes et son pragmatisme. Qu'est-ce qui peut y rendre possible des attaques contre l'avortement ?

Cela semblait d'autant plus improbable que le 28 janvier 1988, la Cour suprême du Canada annonçait que l'avortement n'était plus un crime (1). Des extraits, même du jugement de la Cour suprême, sont formulés dans des termes favorables aux femmes : « Forcer une femme sous la menace à mener un fœtus à terme est une ingérence grave à l'égard de son corps et donc une violation de la sécurité de la personne » (2) ; « La décision d'interrompre ou non une grossesse est essentiellement une question morale et, dans une société libre et démocratique, la conscience d'un individu doit avoir la préséance sur celle de l'Etat » (3).

Le mouvement femmes québécois a acclamé ces déclarations

comme une victoire, tout en y ajoutant que toute déclaration est lettre-morte, si l'on ne donne pas accès à toutes les femmes qui en ont besoin, à des services suffisants en nombre et dont la qualité couvre toutes les périodes de la gestation (4). Pour un choix réel, il faut des possibilités réelles. Un renforcement du mouvement pro-vie (5) entre certainement en ligne de compte. Aux Etats-Unis, des cliniques d'avortements ont été plastiquées et des groupes organisés des manifestations devant les cliniques les jours de consultations pour l'avortement pour sermoner les femmes. Aussi des ligues de « piquetage » sont organisées pour permettre aux femmes d'avoir tout de même accès aux cliniques. Avec le retour en force de ces organisations, vient le retour à des valeurs moralisantes judéo-chrétiennes qui leurs sont liées.

Un des facteurs majeur reste, bien sûr, la persistance d'une politique nataliste des pays occidentaux : un patriarcat où la domination de la femme passe par le contrôle de son ventre et les intérêts économiques de pays capitalistes qui voient la courbe des naissances de leurs futurs producteurs chuter dangereusement.

Mais, liée à tous ces éléments, il y a l'évolution de l'image du corps de la femme. Et il faut dire que, dans le monde médical, cette image a tout particulièrement changé. Prenons l'histoire de la lutte qui s'est déroulée au Québec cet été. Au départ, c'est l'histoire banale d'un couple qui décide de vivre ensemble et d'avoir un enfant. Dès que la femme est enceinte, le futur mari la bat. Finalement, elle décide de ne plus vivre avec cet homme et d'avorter, car la naissance de cet enfant n'a plus de sens pour elle. Cela ressemble, certes, à un fait divers.

Mais à partir de là, l'homme revenant quant le droit à la liberté de la personne pour le fœtus, donc son droit à la vie, la traduit devant un tribunal local qui lui interdit d'avorter. Il s'en suit une longue bataille juridique où se mêlent la rivalité des compétences provinciales et fédérales ; un étalage dans les médias de la vie de cette femme attendue à la sortie du tribunal par des militants pro-vie avec des jouets en peluche et un parc à enfant ; les déclarations ridicules d'un homme à l'orgueil baïonné ; et un grand débat sur les droits du fœtus et sur le « qui doit trancher ». Finalement ayant attendu plus d'un mois, la jeune femme se fait avorter avant que la Cour suprême fédérale ait rendu son verdict, car elle en est déjà à sa vingtième semaine de grossesse ! Courte ligne n'aurait pas pu faire mieux. Le 8 août, la Cour lui donne raison sur le fond.

Avant cette femme, deux autres femmes, au Canada, avaient vécu un scénario similaire, mais le tribunal avait tranché directement en faveur de la femme. Ce cas avait valeur d'exemple car un tribunal provincial rendait une décision contraire à un texte de loi fédérale.

L'élément nouveau qui amène ces exemples, c'est que le fœtus pourrait avoir des droits et même des droits contraires à ceux de la mère. Lors que la loi morale bourgeoise est trop faible et qu'elle n'a plus suffisamment de prise sur l'opinion publique pour se faire admettre, elle prend le biais de la loi-justice, celle qui défend les droits de l'homme.

Voilà maintenant qu'il faut protéger les fœtus contre les mères ! Ceci est significatif de la place à laquelle on voudrait renvoyer les femmes en ce qui concerne la maternité. Surtout que, à y regarder de prêt, ce constate-t-on sur les conditions dans lesquelles les femmes mettent leurs enfants au monde ? La place du bébé est de plus en plus importante par rapport à celle de la mère. On n'hésite pas à abîmer plus qu'il ne serait nécessaire le corps des femmes à la naissance de leur bébé afin que sa naissance soit plus rapide et la plus aisée. Rappelons également l'affaire des mères-porteuses ; le débat sur les nouvelles techniques de reproduction humaine (NTRH) et l'on saisira toute la justesse du titre du livre de Gena Corea : *Mother machine* (mère-machine). Réduire la femme à un instrument de reproduction, ce n'est pas nouveau, ce sont juste les formes qui changent.

Monique FIGAROL

(1) Avant cette date, l'avortement était toléré bien qu'illégal.

(2) Citation du juge en chef Brian Dickson.

(3) Citation du juge Antonio Lamer.

(4) Chaque année, on pratique au Québec environ 20 000 avortements (chiffre de 1985). Sur 11 régions, 9 n'ont pas de services complets d'avortement, c'est-à-dire pas de service après 9 à 10 semaines de grossesse. Quatre régions sur 11 n'ont qu'un seul centre qui offre le service d'avortement. Aucune province n'offre de services couvrant toutes les périodes de gestation. Malgré un droit à l'avortement gratuit, les femmes doivent s'adresser à des services privés et payer. Vingt-cinq hôpitaux (sur 149 hôpitaux généraux au Québec) ont une clinique de planification des naissances dotée d'une subvention gouvernementale. De plus, on assiste dans les centres locaux de santé à un démantèlement des équipes de planification familiale.

(5) Le mouvement « pro-vie » nord-américain trouve son équivalent en France avec « Laissez-les vivre ».



Montréal, le 27 juillet 1989.

N°761 JEUDI 21 SEPTEMBRE 1989

URUGUAY

« Razzias »

EN Uruguay, la répression policière envers les jeunes est devenue une véritable institution (« razzias »). Arbitrairement et en toute impunité, la police persécute, tabasse et assassine. C'est à la suite d'enlèvements, de séquestrations, d'assassinats — comme ceux d'Heber Nicto et Liber Arce, par exemples —, et de tortures suivies de « disparitions » que la CJAR (Coordination des jeunes contre les « razzias ») avait appelé à une manifestation de protestation pour le 25 juillet dernier. Celle-ci allait prendre une dimension considérable à la suite du décès de Guillermo Machado.

En effet, le 24 juillet, Guillermo Machado mourait au Centre d'assistance médicale de Montevideo à la suite d'un arrêt du cœur, après son transfert de prison. D'après la version policière, le décès de ce jeune ouvrier du bâtiment serait dû à une « tentative de suicide ».



Cette nouvelle victime des « razzias » n'a fait qu'élargir le mouvement de protestation lors de la manifestation prévue pour le 25 juillet. Celle-ci traversa les quartiers populaires et, durant deux heures, laissa s'exprimer une colère trop longtemps refoulée. La mort de Guillermo Machado ayant été la goutte d'eau qui fit déborder le vase, c'est 40 000 personnes qui, le lendemain, défilèrent à son enterrement.

Face à un tel mouvement de protestation, surgissant en pleine période électorale, le gouvernement a été contraint de prendre en compte les revendications populaires. C'est pourquoi il s'est vu obligé de : suspendre les « razzias » ; faire juger le sous-commissaire impliqué dans cet assassinat ; et de « démissionner » Marchesano, ministre de l'Intérieur.

Mais nos camarades uruguayens sont conscients du fait que seules la mobilisation de masse et l'action directe dans la rue garantiront leurs droits face à la répression policière.

A. C.

Informations extraites de Solidaridad (Uruguay) n°16, août 1989.

NICARAGUA

Dix ans après

LE 20 juillet 1979, la chute de Somoza mettait un terme à 45 ans de dictature féroce soutenue par les Etats-Unis. Depuis 10 ans, le FSLN tente de s'opposer à la politique d'agression nord-américaine dans l'indifférence internationale. Aujourd'hui, le Nicaragua, son économie ruinée par la guerre d'usure, est au bord du gouffre.

Priorité à l'unité nationale

A la suite de la guerre de libération, allié à une partie de la bourgeoisie, le FSLN s'engagea à respecter le secteur privé. La Junte se contenta donc de nationaliser les biens de l'ex-dictateur, soit un potentiel économique non négligeable (1). Cette alliance devait permettre la reconstruction du pays.

Reconstruite par l'impérialisme nord-américain, l'économie du Nicaragua fournissait son voisin du nord en produits de base (café, coton, etc.) au détriment des cultures vivrières. A la veille de la révolution, 2 000 grands propriétaires se répartissaient 50% des surfaces cultivables. Le problème de la terre fut ainsi un des détonateurs de l'insurrection qui se déroula dans une atmosphère d'occupations spontanées de terre, puis de création de coopératives. Le FSLN mit rapidement un coup de frein à cet élan en garantissant la propriété privée, tandis que les 1,3 million d'hectares appartenant au clan Somoza furent transformés en Aires de propriété du peuple (APP), c'est-à-dire étatisés. Là furent conservées les cultures d'exportation, sources de devises. Ce n'est qu'en 1981 que fut promulguée la loi de réforme agraire répondant au critère « la terre à ceux qui la travaillent efficacement ». En 1985, une partie des terres appartenant aux APP furent distribuées à titre individuel ou à des coopératives. Si bien qu'à la fin 1987, 112 000 foyers avaient bénéficié de la réforme agraire (2).

Une économie en déroute

L'économie du Nicaragua est aujourd'hui en plein marasme. Toujours basée sur l'exploitation de denrées agricoles (80% des revenus annuels), le désastre actuel est la résultante de plusieurs facteurs :

- la restructuration du système capitaliste au niveau mondial provoque une récession des pays les plus pauvres. Toute l'Amérique centrale est frappée de plein fouet par ce phénomène ;
- la dégradation des termes de l'échange. De 1980 à 1987, les exportations du Nicaragua ont perdu un tiers de leur valeur qui, elles-mêmes, ont baissé à cause du bas niveau de production. En 1987, par exemple la chute du prix du coton et du café a eu des conséquences dramatiques pour les pays producteurs ;
- le coût de la guerre contre la « Contra » (30 000 morts et 20 000 blessés) est estimé à 4 milliards de dollars. Le blocus financier nord-américain, en 1983, puis l'embargo total, en 1985, ont également eu des répercussions considérables dans tous les secteurs économiques (parc industriels, infrastructures, etc.) ;
- l'Etat s'est révélé incapable de gérer les APP et a secrété un embryon de bureaucratie.

On assiste ainsi à une chute constante du PIB, à l'augmentation de la dette extérieure (7 milliards de dollars), au déficit croissant de la balance commerciale et à la baisse du niveau de vie de la population. Pour essayer d'y remédier, le gouvernement a pris des séries de mesures : blocage des salaires, dévaluation de la monnaie, etc.

La revue *Envio* nous éclaire sur les deux plans de 1988 : « Alors que la deuxième quinzaine de février fut une vaste fête à voir les spéculateurs et la réaction économique se replier face à la mobilisation populaire, la deuxième quinzaine de juin a été marquée par l'accroissement de la défiance de la population à l'égard de la capacité de gestion du gouvernement. Le premier train de mesures tenait compte des intérêts populaires, le deuxième non ». Le 16 octobre 1988, le *New York Times* publiait les propos de Luis Canion, reconnaissant l'ampleur du désastre. « L'économie nicaraguayenne est empêtrée dans des milliers de difficultés ». « Il faudrait des années, voire des décennies pour que le pays récupère seulement le niveau de 1978, et encore, à condition que la guerre s'arrête ».

L'échec des plans successifs a eu des conséquences catastrophiques pour la population :

- baisse de 30%, en 1988, de la production agricole et industrielle ;
- extension du secteur informel ;
- réduction de l'aide de l'Etat à certains secteurs et services (alimentation, santé, transports publics, etc.) ;
- baisse importante du pouvoir d'achat des plus défavorisés ;
- augmentation du chômage — l'Etat a licencié 35 000 fonctionnaires ;
- montée de l'analphabétisme et de la délinquance ;
- détérioration de la santé. Selon une enquête du ministre de la Santé, deux tiers des enfants de Managua ne seraient pas suffisamment nourris.

Pour finir, le cyclone qui s'est abattu sur la côte Est en octobre 1988 n'a pas amélioré les choses. Les dégâts, estimés à 840 millions de dollars, représentent 4 années d'exportation. D'après T. Borge lui-même une telle situation a entamé le soutien d'une partie du peuple envers le FSLN. Les quelques grèves qui ont éclaté en faveur de la revalorisation salariale se sont vu accusées de faire le jeu de l'impé-

rialisme, alors que le pouvoir fait des concessions croissantes au secteur privé : subventions pour le coton, le café et la viande pour pallier la chute des cours, bien que l'auto-suffisance alimentaire n'est toujours pas assurée.

Le projet d'élections en 1990 est encore un gage à la bourgeoisie et aux Etats-Unis. Bien que la Contra soit désormais hors jeu, Washington n'en continue pas moins à exiger la « démocratisation » du pays. Ce qui se traduirait par l'anéantissement des acquis populaires, la voie libre aux capitalistes nationaux et étrangers, ainsi que la reconquête stratégique du Nicaragua. Dans ce but, le Congrès des Etats-Unis a débloqué la somme de 3,5 millions de dollars pour la droite locale, par le biais de la *National Endowment for Democracy*. Depuis les accords de paix d'Esquipulas, cet organisme a « trois objectifs : appuyer l'opposition interne, lancer un avertissement aux Sandinistes, étudier les possibilités pour l'opposition civile ».

Une politique très conformiste

En prônant une révolution nationaliste, le FSLN a mené le Nicaragua dans une impasse. Calquant le schéma de développement occidental, ses idées forces de ces dernières années étaient : production et défense nationale (3). Vouloir s'octroyer une place sur le marché international en acceptant le jeu de la concurrence n'est certainement pas la meilleure solution pour un régime qui se proclame révolutionnaire.

Le FSLN invite les paysans et les ouvriers à reporter à une date ultérieure la révolution sociale, au nom de l'unité nationale. C'est ce que dit clairement Daniel Ortega en ces termes : « Nous ne pouvons pas résoudre en même temps les problèmes de la libération nationale et ceux de la libération sociale », et encore « Il y a des compagnons qui pensent qu'il n'y a pas de révolution au Nicara-



gua car il y a un secteur privé. Pour eux, il faut en finir avec le COSEP et confisquer les propriétés de tous les producteurs privés, mais c'est une position extrémiste, équivoque ». De son côté, Sergio Ramirez justifie l'économie de marché en déclarant : « Nous ferions de l'excès de zèle idéologique si nous rejetions certains instruments économiques sous prétexte qu'ils sont capitalistes ».

Suivant cette logique, le journal sandiniste *Barricada* écrit, à l'occasion des suppressions de postes parmi les fonctionnaires, « les licenciements font partie de multiples sacrifices que la révolution a dû accepter pour garantir l'avenir », mais « l'essentiel du projet révolutionnaire a été préservé : le pouvoir reste entre les mains des travailleurs ». Pour le ministre de l'Economie, le rôle du syndicat ne doit « pas être celui de défenseur de revendications immédiates, parce qu'elles obscurcissent la conscience du travailleur et le séparent de son identité collective »...

Officiellement toutefois, le socialisme demeure le but à long terme. D'après le commandant Victor Tirado « le socialisme surgit du international en acceptant le jeu de la concurrence n'est certainement pas la meilleure solution pour un régime qui se proclame révolutionnaire. Le FSLN invite les paysans et les ouvriers à reporter à une date ultérieure la révolution sociale, au nom de l'unité nationale. C'est ce que dit clairement Daniel Ortega en ces termes : « Nous ne pouvons pas résoudre en même temps les problèmes de la libération nationale et ceux de la libération sociale », et encore « Il y a des compagnons qui pensent qu'il n'y a pas de révolution au Nicara-

Développement à l'occidentale (investissement trop coûteux, technologie inadaptée, etc.), vision marxiste du socialisme la pensée du FSLN n'est guère originale. Ses préjugés par rapport aux minorités ethniques ont dévoilé ses positions ethnocentristes, son attitude quant au productivisme dénote un certain conformisme idéologique. Le FSLN ne semble pas comprendre, mais comment le pourrait-il, que la richesse d'un peuple se mesure avant tout par son degré de participation autonome à la vie sociale, économique et politique.

Reconnaissance de l'économie mixte, nationalisme, collaboration de classe, rapprochement avec le bloc de l'Est, tentative d'hégémonie du FSLN, tels sont les points noirs de la révolution sandiniste. Toutefois, le renversement de Somoza a ouvert incontestablement un horizon de lutte et l'espoir : mobilisation populaire anti-impérialiste, création de coopératives, liberté syndicale, politique... Ce qui n'est pas négligeable. L'heure est à la réaffirmation de l'autonomie du peuple. Qu'il développe la gestion directe, les échanges campagne/ville sans spéculateurs, brise le rapport dirigeant/dirigés et le Nicaragua sera sur le chemin de la libération sociale !

Jean-Claude PASCAL

(1) C'est-à-dire 20% de l'agriculture, 25% de l'industrie, 95% des mines, etc.

(2) Soixante-douze milles foyers bénéficièrent de remises de terre et 40 000 virent leur occupation de terre légalisée.

(3) En 1987, les directives pour la « bataille du café » publiées par *Barricada* étaient : impulser une nouvelle norme de travail ; élever le niveau de la productivité ; rationaliser les ressources et protéger l'appareil de production ; augmenter la production des aliments ; renforcer la défense militaire.



Daniel Ortega.

HOMMAGE José Peirats

NE le 15 mars 1908 à Vall d'Uxo, dans la province de Castellon (Valence), José Peirats affronte tout gamin les dures réalités sociales de son époque puis qu'il commence à travailler dès l'âge de huit ans. Sa famille part s'installer à Barcelone. Là, il fréquente l'École rationaliste de l'Ateneo libertaire de Sants. Ouvrier du bâtiment, son adhésion à la Confédération nationale du travail (CNT) remonte à 1922. Il a alors quatorze ans. Depuis, malgré peines, tracasseries, répressions et déceptions, il en était resté un militant exemplaire, un de ces hommes dont s'enorgueillit le mouvement libertaire espagnol et international.

Un militant exemplaire

Ouvrier manuel, Peirats connaît, dans les années vingt, sous la dictature de Primo de Rivera, sa période de formation syndicaliste : participation aux luttes ouvrières et aux activités propagandistes et culturelles dans la presse et les différentes structures du mouvement (Ateneos, écoles, bibliothèques). Il avait la fierté d'avoir commencé à manier la plume dans un bulletin du syndicat des ouvriers du bâtiment. Par la suite, au début des années trente, il collabore aux journaux et revues *Etica*, *La Revista blanca*, *Acracia*, *Tierra y Libertad* (organe de la Fédération anarchiste ibérique) — dont il fut administrateur —, et de *Solidaridad obrera* (organe de la CNT en Catalogne) — dont il fut membre permanent du comité de rédaction, puis directeur de 1934 à 1936. Sa vie alors est partagée entre les salles de rédaction de la presse ouvrière et les chantiers. Durement censurés et fréquemment suspendus, les journaux du mouvement libertaire n'offrent, à l'époque, aucune sécurité d'emploi. Quand il le faut, Peirats — qui connaît sa première arrestation par la Garde civile en 1933 — troque sa plume contre sa truelle et vice-versa. Passionné d'écriture, le militant ouvrier publie *Revivir*, *Los intelectuales y la revolución* et plusieurs brochures.

En mai 1936, il participe, comme délégué du Syndicat du bâtiment de Hospitalet (Barcelone), au Congrès de la CNT à Saragosse. Date importante de l'histoire de la CNT, ce congrès marque la fin de la scission interne qui divisait l'organisation depuis 1932, définit les objectifs de la Confédération et élabore un programme communiste libertaire applicable à l'industrie et à l'agriculture. Critiquant le maximalisme révolutionnaire et le romantisme anarchiste des années trente, les militants de la CNT analysent les événements d'octobre 1934 et proposent à l'Union générale des travailleurs (UGT), syndicat socialiste, une alliance révolutionnaire. Deux mois plus tard, la CNT allait connaître l'épreuve des faits.

L'épreuve des faits

En juillet 1936, à Barcelone, Peirats participe aux combats de rue et, plus précisément, à l'attaque et à la prise de la caserne d'infanterie de Bruch. S'impliquant immédiatement dans le vaste mouvement de socialisation et de collectivisation qui fera de Barcelone le cœur de la révolution sociale, il crée à l'échelon de son quartier un dépôt de produits alimentaires centralisés fondé sur la gratuité absolue des produits de première nécessité. Membre du comité révolutionnaire de Hospitalet, il ne tarde pas à revenir à son activité de prédilection — le

journalisme — comme rédacteur de *Tierra y Libertad* (devenu quotidien et confectionné, à Barcelone, dans l'imprimerie de *La Vanguardia*). D'abord, puis, et surtout comme directeur du quotidien *Acracia*, à Lerida. Là, il exerce son indiscutable talent auprès de Felipe Alaiz, autre grande figure du journalisme libertaire espagnol, et imprime au journal une ligne très nettement opposée à la participation de la CNT au gouvernement de Largo Caballero. Le débat d'idées n'étant pas particulièrement souhaité en temps de guerre, les frictions deviennent de plus en plus aiguës entre les anti-participationnistes (dont les organes sont, principalement, *Acracia*,



Ideas, *Ciudad y Campo* et *Nosotros*), minoritaires au sein du mouvement libertaire espagnol, et ses instances dirigeantes (comité national de la CNT et comité péninsulaire de la FAI). Après les événements de mai 1937 à Barcelone, Peirats s'oppose fermement à l'attitude modératrice des ministres anarchistes (plus précisément de Frederica Montseny et de Garcia Oliver) et, peu après, est poussé à démissionner de son poste de directeur de *Acracia*. Sa dernière tentative de « journalisme de guerre » se fera à *Ruta*, organe des Jeunesses libertaires de Catalogne, où il continuera à défendre ses positions en critiquant sévèrement la participation au gouvernement, l'emprise des stalinien sur les événements et la militarisation des milices. En octobre 1937, épuisé, démoralisé par le cours des choses, sentant la révolution trahie, il décide de rejoindre le front et terminera la guerre dans la 26^e division (ex-Colonne Durruti) sur le front d'Aragon et de Catalogne.

Comme tant d'autres réfugiés, son premier contact avec la France, en 1939, se fera dans les camps de concentration. En ce qui le concerne, ceux d'Ariège et des Charentes. En décembre de la même année, il s'embarque pour l'Amérique du Sud où il passera sept ans à travailler comme ouvrier agricole, entre la Colombie, l'Équateur, le Panama et le Venezuela. En mars 1947, il rentre en France (1) pour participer, comme délégué du Venezuela, à une conférence intercontinentale du mouvement libertaire espagnol. Dès lors, il reprend une vie militante intensive et est élu secrétaire général de la CNT-MLE en exil cette même année. Entre 1947 et 1950, il fait plusieurs

incursions clandestines outre-Pyrénées. Réélu secrétaire en 1950, il dirige également *CNT*, organe de la Confédération en exil. Incarcéré à deux reprises en France (Bayonne et Lyon), puis placé en résidence surveillée, il poursuit inlassablement ses activités militantes.

Une œuvre fondamentale

Au cours de ces années, il entreprend la publication de son livre fondamental, *La CNT en la Revolución española* (2), analyse critique extrêmement documentée de l'attitude des libertaires pendant la guerre d'Espagne. Son esprit rebelle aux dogmes et aux pratiques des instances dirigeantes de l'exil confédéral, avec lesquelles il entrera en conflit ouvert plus tard, à partir de 1964, devenant par la suite un collaborateur régulier de *Frente libertario*, organe de la dissidence anarcho-sindicaliste espagnole de 1970 à 1977. Après la mort de Franco, il suit avec intérêt le processus de reconstruction de la CNT en Espagne, accordant son aide chaque fois qu'elle est requise et participant aux premiers meetings libertaires de l'après-franquisme.

Son œuvre écrite est considérable, par la richesse et la diversité de ses articles dans de nombreuses revues libertaires. Ses principaux livres, en dehors de celui déjà cité plus haut, sont *Los anarquistas en la guerra civil española* (3), *Estampas del exilio en América*, *Figuras del movimiento libertario española*, *Emma Goldman*, *Examen crítico-constructivo del movimiento libertario revolucionario*, *Pequeno diccionario del anarquismo*, *Mecanismo orgánico de la CNT*.

Dans les années quatre-vingts, José Peirats quitte, en compagnie de son inlassable compagne Gracieta, la maison qu'avait mise à sa disposition *Germinal Gracia* à Montady, dans l'Hérault, pour opérer un retour aux sources et s'installer à Vall d'Uxo. Dès lors, la boucle est bouclée. L'ouvrier du bâtiment devenu l'une des grandes figures intellectuelles de l'anarchisme espagnol de ce siècle, ce pur produit de la CNT, retrouve une Espagne qui a peu de choses à voir avec celle de sa jeunesse rebelle, celle dont il a été privé pendant quarante et un ans d'un long et difficile exil. Le 20 août 1989, à l'âge de quatre-vingts et un ans, l'homme d'action, l'homme de pensée, le compagne Peirats a déposé les armes.

Freddy GOMEZ

(1) La scission est alors déjà consommée dans la CNT, divisée depuis mai 1945 en deux tendances, l'une considérant que — la guerre n'étant pas terminée — la CNT devait maintenir sa ligne de collaboration politique, l'autre — dite apolitique — jugeant indispensable d'en revenir à une ligne plus conforme à la pratique libertaire. Peirats est évidemment de ceux-ci. La scission durera quinze ans, jusqu'au Congrès de réunification de Limoges en août 1960.

(2) Publié aux éditions de la CNT de Toulouse en 1951, 1952 et 1953 et réédité par *Ruedo Iberico* en 1971. Il existe une traduction italienne de ce livre aux éditions Antistato (1977).

(3) Cet ouvrage est une synthèse des trois tomes de *La CNT en la Revolución española*. D'abord édité en italien — Gênes 1962 —, puis en espagnol — Buenos Aires 1964 —, en japonais — Tokyo 1967 —, en espagnol à nouveau — Madrid 1976 et 1977 —, en anglais — Detroit et Toronto 1977 —, il vient d'être édité, en juin de cette année, aux Editions Repères-Silena (Toulouse) dans une traduction de Philippe Cazal et d'Amapola Gracia, avec la collaboration de Danièle Chenal. Il s'agit de la première traduction française d'une œuvre de Peirats.

NOTE DE LECTURE

« Les anarchistes espagnols », J. Peirats

On pouvait l'appeler l'« Arlésienne » dans les milieux anarchistes français, qui ça ? : la traduction en français des trois volumes de *La CNT en la revolución española*, écrits par José Peirats, édités par les Editions CNT à Toulouse de 1951 à 1953, et réédités (toujours en espagnol) en 1971 par *Ruedo Iberico*. La seule traduction intégrale qui existe, à ma connaissance, est l'italienne parue en 1977 aux éditions Antistato de Milan. Mais, en langue française, rien... Pourtant en avons-nous entendu de déclarations d'intention, d'annonces de mise en chantier de cette œuvre militante qu'aurait du être la traduction de l'œuvre fondamentale sur la révolution espagnole !

Pourtant, tous les autres ouvrages parus en français sur le sujet y font référence, mais si vous ne lisez pas l'espagnol dans le texte cela vous fait une belle jambe. C'est pourquoi la parution, en juin dernier, aux éditions Repères-Silena de Toulouse, du livre *Les anarchistes espagnols. Révolution de 1936 et luttes de toujours* est à saluer tout particulièrement. Il s'agit d'une deuxième version de *La CNT en la revolución española*, synthèse des trois tomes du livre de Peirats en un seul. La première édition a été faite à Gênes en 1962, la seconde à Buenos Aires en 1964, puis en japonais à Tokyo en 1967. En 1976, à Madrid, paraît cet ouvrage sous le titre *Los anarquistas en la crisis política española* (Editions Júcar) et, un an plus tard, dans les mêmes éditions, sous un autre titre : *Los anarquistas en la guerra civil española*. Aux Etats-Unis et au Canada (Detroit et Toronto) paraîtra, en 1977, une version anglaise.

Traduit par Philippe Cazal et Amapola Gracia, cette première édition en français d'une œuvre de José Peirats vient après de nombreux ouvrages sur la révolution espagnole. Il les dépasse de loin car *Les anarchistes espagnols* a été écrit par un acteur de la révolution espagnole et, « en ce qui concerne cette période, il aborde les événements qu'il a observés à la fois avec l'œil critique et le recul du journaliste et avec le point de vue de l'intérieur que lui donne sa qualité de militant de premier plan. Document complet sur l'anarchisme espagnol ; et sur son rôle dans la période cruciale de 1936-1939, il détruit les mythes accumulés sur l'Espagne et évoque une réalité qui, en 1989, à l'heure où les révolutions deviennent objet de commémorations, nous interpelle toujours ».

Alexis PIERRE

José Peirats, *Les anarchistes espagnols*, 100 F, en vente à la librairie du Monde libertaire.



« FANTASTIK ROCK »

Jean-Luc Debattice

Debattice a un style très particulier, un mélange savamment dosé d'horreur, de fantastique et de folie cauchemardesque. Un spectacle pareil, cela s'écoute et se regarde, c'est de la chanson d'action d'un genre peu banal : la « chanson-thriller »...

Johan GAP

— Johan Gap : D'où vient ce goût pour le fantastique ?

— Jean-Luc Debattice : J'ai toujours été passionné par cet univers. J'ai lu une foule de romans d'Edgar Poe, de Jean Ray, de Villiers de l'Isle Adam, j'en passe et des meilleurs. Mon univers d'inspiration a toujours été traversé par le fantastique dans ma carrière de chanteur, car j'aime traiter la réalité avec des résonances fantastiques, ou tout du moins fantasmées. Cela s'est développé de plus en plus dans mes chansons actuelles, car elles sont plus « cinématographiques », elles mettent en scène des personnages.

— J. G. : Quelle est ta démarche dans le choix de ces « personnages » ?

— J.-L. D. : Cela part d'envies, de lectures, de sujets qui me passionnent. Par exemple, j'ai toujours été impressionné par le mythe de Faust, ce drame de la connaissance qui m'a inspiré l'un de mes textes.

— J. G. : Tu te complais également dans un univers satanique...

— J.-L. D. : Attention, je ne suis pas un sataniste dans le sens strict du terme, pour moi, cela fait partie d'une « couleur locale » par rapport à mes sujets. J'aime beaucoup les personnages maléfiques, les troisièmes couteaux, l'univers noir quoi ! En fait, j'aime les « mauvais ». Même lorsque j'étais acteur, je préférais de beaucoup les rôles de « mauvais » aux rôles de jeunes premiers, car cela me per-



mettait de faire plus de composition.

— J. G. : Qu'est-ce qui te plaît chez ces personnages « mauvais » ?

— J.-L. D. : J'aime beaucoup l'expressionnisme, notamment l'expressionnisme allemand, et justement les « mauvais » sont des personnages expressionnistes, donc extraordinaires ! Pouvoir jouer sur l'expression est très important pour moi, car chaque chanson est un tableau qui met en scène un ou plusieurs personnages. Ce qui m'intéresse, c'est de donner aussi de l'image... de la langue — l'écriture compte beaucoup —, de la musique et de l'image à travers l'expression corporelle. La mise en scène est importante car elle permet de donner toute sa dimension à la chanson.

— J. G. : Tu as une mise en scène précise pour chaque titre ?

— J.-L. D. : Non, pas systématiquement. Disons que j'essaie au maximum d'obtenir une mise en espace, comme au théâtre. Le problème étant de savoir doser le tout pour que la chanson ne soit pas diminuée. Avec peu de moyens, il est facile de créer des ambiances avec des éclairages appropriés et quelques accessoires particuliers. Ce n'est pas tellement l'effet qui compte, mais l'intention de l'effet,

le perfectionnement de l'image et le corps dans l'espace.

— J. G. : L'image est très importante pour toi ?

— J.-L. D. : Enormément. Par exemple, lorsque je travaille avec mon orchestrateur, Jean Riccobono, je lui parle en images. Nous parlons musique pour le côté technique et, en dehors de cela, je lui parle d'images pour obtenir certaines ambiances musicales.

— J. G. : Penses-tu que ton style est plus adapté à la vision qu'à l'écoute ?

— J.-L. D. : Pas forcément, les images peuvent être ressenties à l'écoute d'un disque. Il ne faut jamais oublier l'imaginaire. Sur scène, on donne beaucoup et l'imaginaire intervient chez chaque auditeur. Pour le clip vidéo, c'est différent car il a trop tendance à macher la besogne par un support d'images qui n'est pas forcément le même que celui du spectateur... Je ne suis pas contre le clip, j'en ai d'ailleurs fait un, mais je pense que les techniques sont trop souvent « publicitaires », c'est dommage.

— J. G. : Tu rencontres beaucoup de difficultés à imposer ton style ?

— J.-L. D. : A partir du moment où l'on a un style spécifique, on rencontre des difficultés ! Aujourd'hui, on ne parle plus que par créneaux... Sondage-ciblage-matrage, principe médiatique connu ! Dès lors que tu proposes un genre différent, c'est très dur. En ce qui me concerne, il n'existe pas de « créneau » car pas de référence, tout au moins en France. Aux Etats-Unis, je me rapprocherais un peu d'Alice Cooper car j'ai, comme lui, le goût du diabolique et du maléfique. Dans le domaine du disque, on en est encore à la « variété », avec les mêmes discours, les mêmes styles, l'uniforme quoi ! Bien entendu, il existe heureusement des exceptions, mais... elles sont peu ou pas médiatisées !

Propos recueillis par Johan GAP

Jean-Luc Debattice sera, le vendredi 6 octobre, à l'Espace-Laser, rue Clavel, Paris XIX* (métro Pyrénées).

NOTE DE LECTURE

Le temps de la réflexion

NOUS sommes bien d'accord : c'est toute l'armée, toute forme d'armée et de système militarisé que nous refusons, vous et moi. Est-ce une raison pour ne pas prêter attention aux réflexions, arguments et propos de ceux qui, ici et là, dénoncent tel ou tel aspect du complexe militaro-industriel ? Est-ce une raison pour ne pas s'intéresser aux recherches et analyses de ceux qui n'ont, sans doute, qu'une vision partielle du problème mais n'en peuvent pas moins nourrir notre réflexion d'éléments essentiels ?

En ce qui me concerne, cela fait longtemps que je n'ai plus le goût de me contenter de vagues slogans et autres proclamations préemptoires, pas plus envie d'avoir raison tout seul dans mon coin : besoin d'échanger, de comprendre, de dialoguer ; besoin de convaincre, donc de nourrir ma réflexion et mon engagement de recherches et d'arguments parfois venus d'horizons très éloignés de mon réseau d'amis.

Un « vrai » colloque

Bref, j'étais au colloque organisé, à Lyon, en janvier dernier, à l'initiative du Centre de documentation et de recherche sur la paix et les conflits (CDRPC). Un « vrai » colloque, avec une quinzaine d'experts, en majorité universitaires, dans un amphithéâtre. Un colloque au titre guère engageant il est vrai : « Défense de l'Europe ou défense européenne ? ». Un colloque très intéressant pourtant, avec des intervenants très différents et quelques 150 participants fort attentifs. Beaucoup de sérieux, peu de place au dialogue, mais une réussite incontestable : la preuve concrète qu'il est possible d'être un « grand » groupe. Nos amis du CDRPC, qui publient l'indispensable revue *Damoclès*, ont, du premier coup, transformé leur essai.

Comme il est coutume, les actes du colloque viennent de paraître. C'est tant mieux : à la lecture, nombre de contributions m'apparaissent bien plus riches, d'un intérêt certain. Logique, au fond : essayez donc de lire l'intégralité du dernier *Monde diplomatique*, le soir, avant de vous laisser gagner par le sommeil... Comme les articles du *Diplo*,

ces textes denses, mais non difficiles, méritent bien qu'on leur accorde le temps de la réflexion. Ne serait-ce que pour avoir des réponses à ces quelques questions : en quoi et pourquoi l'URSS commence-t-elle à désarmer ? ; quelle est l'importance réelle des traités de désarmement récemment signés par les deux grandes puissances ? ; en quoi le nucléaire tactique (le missile Hadès, notamment) aggrave-t-il les dangers de guerre atomique ? ; une manipulation de la « menace » venue du Sud succède-t-elle à celle censée émaner, hier, de l'Est ? ; en quoi l'axe franco-allemand prépare-t-il une Europe militarisée sinon impérialiste ?

Questions partielles sans doute pour qui souhaite la fin des armées et le désarmement immédiat. Graves questions cependant auxquelles une quinzaine d'intervenants apportent des éléments de réponse non dénués d'intérêt, complémentaires, diversifiés. Et, pour certains d'entre eux, franchement discutables. Sans adhérer à toutes les analyses ici présentées, force est d'admettre que bien des arguments méritent réflexion et discussion.

Une nécessaire contribution au débat

Il serait fort dommage que ces contributions ne dépassent pas le cercle des spécialistes ou prétendus tels. La brochure qui réunit ces différents travaux personnels est agréablement présentée et, en définitive, d'une lecture fort accessible par tout un chacun. Ces actes de colloque constituent une nécessaire contribution au débat pour qui veut comprendre les mutations et enjeux des années qui viennent. Comprendre pour asseoir son argumentation. Comprendre aussi, bien sûr, pour intervenir plus efficacement et déjouer les projets terrifiants des stratèges et autres « décideurs » politiques.

Michel AUVRAY

Actes du colloque des 20 et 21 janvier 1989 : Défense de l'Europe ou défense européenne ? Le jeu de la France et la place des opinions dans le débat, numéro spécial de *Damoclès* (BP 1027, 69201 Lyon cedex 01), 100 pages, 50 F (plus les frais de port).

MICHEL RAGON
« Altan mon ami »

PAS un ouvrage ne traite de l'œuvre de J.-M. Atlan. Aussi Michel Delorme, qui dirige la collection « Ecritures Figures », aux éditions Gallilée, a pris l'initiative de publier les principaux textes et critiques concernant l'œuvre de J.-M. Atlan écrits par Michel Ragon de 1948 à 1960. Michel Ragon fut ami intime et confident d'Atlan. Il a été aussi un ardent défenseur des « abstraits ». Or Atlan fut un abstrait à part. C'est un livre souvenir où tous les textes sont reproduits dans leur version originale, on y trouve des redites puisque les textes ont été publiés dans *Cimaise*, *Arts*, *Cobra*, accompagnés de deux textes plus importants : « L'architecte et le magicien » et une monographie publiée respectivement en 1953 et en 1962.

Aujourd'hui, personne ne met en doute le fait qu'Atlan est un peintre majeur, il n'en a pas toujours été ainsi. Michel Ragon l'a toujours accompagné, soutenu, et a compris, dès 1950, l'importance de son œuvre, qu'il décrit comme une peinture de synthèses entre trois mouvements : l'expressionnisme, le surréalisme et l'abs-

traction. A travers les chroniques, on découvre comment Michel Ragon jeune critique s'enthousiasme pour l'œuvre d'Atlan, et on peut suivre l'évolution de ses critiques.

Le peintre à part, né à Constantine, précurseur de la peinture gestuelle, du baroque, a manqué son temps. Nous nous étonnerons (le faut-il encore ?) de sa consécration tardive (rétrospective au Musée d'Arts modernes de Paris en 1963, alors qu'il mourut en 1960).

L'auteur dénonçait déjà, du temps de son vivant, le manque d'intérêt pour l'œuvre de « l'homme de Carthage », son ami Atlan. Ces écrits nous livrent la perception qu'Atlan avait de son œuvre, la relation des savoureux « samedis d'Atlan » qui avaient lieu dans son atelier. C'est aussi l'histoire d'une grande amitié que l'on découvre à travers les lettres inédites d'Atlan à Michel Ragon.

André ROBERT

Atlan mon ami, Editions Gallilée, en vente à la librairie du Monde libertaire (160 F).

Communiqué de presse

Depuis le mois de juin 1989, les services techniques de TDF diffusent les programmes des radios locales de classe A (40 kw) de la région parisienne depuis le sommet de la Tour Eiffel. Conséquence inattendue : les radios brouillent leurs consœurs des classes B (4 kw) et C (500 watts).

Devant cette situation, Radio-Libertaire (qui fait partie des radios brouillées) a décidé de relever la puissance de son émetteur, pour être de nouveau correctement audible en région parisienne, et lance un appel pour qu'une solution équitable soit enfin trouvée sur la bande FM, en particulier pour que les radios associatives ne disparaissent pas, face à l'acharnement des radios-fric.

Radio-Libertaire



Leçons gratuites d'esperanto

Suite au succès du cours express d'esperanto diffusé en août 1988 par France Inter, avec le concours de SAT-Amikaro, et auquel plus de 5 000 auditeurs ont réagi favorablement par téléphone et par courrier, cette même association offre cette année la correction gratuite de 20 000 leçons d'initiation à l'esperanto.

Cette première leçon est proposée dans une brochure donnant des informations utiles sur les problèmes de communication linguistique mondiale et sur l'esperanto : raison d'être, aperçu historique, aspects socio-culturels et linguistiques, applications pratiques, enseignement dans le monde, possibilités d'apprentissage, etc. La brochure peut être obtenue sans engagement contre 1 F et la participation aux frais d'envoi (un timbre au tarif en vigueur pour 20 grammes) chez Sat-Amikaro, 67, avenue Gambetta, 75020 Paris.

Forum-débat

Un forum-débat sur : « La désunion du prolétariat, 1889-1919 », avec la revue *Le Mouvement social*, se tiendra le samedi 23 septembre, à 16 h 30, à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris).

CLASSES SOCIALES

Vers un éloge funèbre du prolétariat (suite)

DANS L'Encyclopédie anarchiste, Pierre Besnard écrit : « Aujourd'hui, plus que jamais, le qualificatif "d'ouvrier" ne s'applique plus seulement à l'homme qui œuvre manuellement, mais à tous ceux qui vivent de leur travail. » Et il explique : « Par ouvrier, nous entendons désigner aussi bien le travailleur de l'usine, que le prolétaire des champs, l'employé du bureau, du magasin, le technicien, l'artisan, le savant, tous ceux qui, en un mot, composent la classe laborieuse, tous ceux, pour parler net, qui vivent exclusivement de leur travail personnel, sans exploiter personne, de quelque façon que ce soit et qui, réunis, constituent réellement la classe ouvrière, le prolétariat, par opposition à tous ceux qui ne vivent pas exclusivement du produit de leur effort personnel et forment, par contraste évident, la classe bourgeoise et capitaliste. Qu'ils le veuillent ou non, tous les ouvriers des bras et de la pensée, également exploités, forment bien une classe. » (1).

De bons esprits vont dire que cette analyse est dépassée. Eh bien, messieurs, il ne suffit pas de le proclamer, encore faut-il le prouver ! Et ça, c'est une autre histoire. Ce ne sont pas, en tous cas, les élucubrations de M. Rioux qui nous convaincront... (voir *Monde libertaire* n° 760).

La réalité nous montre, produisant des biens matériels ou des services, créant des richesses, plus de 8 millions d'ouvriers — au sens étroit des définitions de l'INSEE — dans l'industrie, les transports, les services, le commerce et l'artisanat, plus de 3,8 millions d'employés et 3,6 millions de techniciens, agents de maîtrise et travailleurs de la fonction et des services publics. Ajoutez-y près de 3 millions de chômeurs, TUC et autres « stagiaires » et vous arriverez à 18 millions d'individus : la voilà donc, toujours vivante, toujours présente, cette classe dont parlait Pierre Besnard il y a plus de cinquante ans. Il est évident, en effet, que les caissières d'hypermarchés, les vendeuses des grands magasins, les employés de banques, ceux des chèques postaux et des centres de tri, les cheminots, les personnels de santé, les techniciens de la métallurgie et de l'industrie chimique — et combien d'autres ! — ont, avec tous les ouvriers, une caractéristique commune : celle d'être exploités, de subir le joug patronal.



Cette caractéristique commune, si elle ne peut les faire oublier, relègue au second plan les différences qui, dans tous les domaines, existent entre les diverses catégories d'ouvriers, d'employés, de techniciens. Ces disparités servent d'arguments à ceux qui tentent d'occulter la réalité, comme si, par définition, une classe devait constituer un bloc homogène. N'existait-il pas, en 1936, de très grands écarts entre les salariés, les conditions de travail, les mentalités, les niveaux culturels, des mineurs de Carnaux, des ouvriers du textile du Nord, des ouvriers qualifiés de l'automobile et de l'aéronautique de la région parisienne, des manœuvres de chez Schneider au Creusot, des maçons italiens du Midi, des employés de commerce de Marseille, etc. ? Ils n'empêchèrent pas des millions de travailleurs de se retrouver unis dans un des plus grands mouvements sociaux de l'Histoire.

Ce qui divise et ce qui unit

Depuis une quinzaine d'années, la crise et les restructurations ont accentué le morcellement de la classe ouvrière. Gérard Noiriel a noté que la stratégie des classes dirigeantes, surtout après 1968, avait pour objectif d'approfondir les clivages internes du monde ouvrier. « L'essentiel du renouvellement des échelons inférieurs du monde du travail s'effectue par appel à une main-d'œuvre d'origine rurale, qu'elle soit immigrée ou en provenance des campagnes françaises ».

Une telle situation, ajoutée aux désillusions sur le plan politique, explique sans doute en partie la léthargie du mouvement ouvrier dans le secteur privé. Mais cette apathie ne durera pas éternellement car la réalité de l'exploitation capitaliste finit toujours par secouer les consciences. (Il semble bien que ça bouge à nouveau, ici ou là, dans le secteur privé. Ainsi, dans la Loire, des grèves de longue durée se sont produites ces temps-ci dans des usines de mécanique, de textile, de reliure.)

De la conscience de classe

Des âmes sensibles pleurent sur la conscience de classe perdue. Mais qu'est-ce donc que la conscience de classe ? Ne s'agit-il pas, d'abord, de



savoir qu'on appartient au monde des exploités et, ensuite, d'être convaincu que seule la solidarité, l'action collective, permettront à ces mêmes exploités de changer leur sort ? Sur le premier point, si je puis apporter un modeste témoignage, je dirais que parmi tous les ouvriers, les employés, les techniciens que j'ai connus, avec qui j'ai travaillé, il n'y en avait guère qui ignoraient la nature des liens qui les unissaient au baron Empain et à la famille Schneider. Pourquoi en serait-il autrement ailleurs ?

Sur le second aspect de la question, il est évident que la conscience de classe est sujette à des fluctuations. Je n'ai jamais cru, qu'à une époque ou une autre, il eût existé beaucoup d'ouvriers qui, chaque matin, en enfilaient leurs chaussettes, ne pensaient qu'à la prochaine révolution. Le prolétariat est secoué parfois par des bouffées insurrectionnelles. Depuis cent cinquante ans c'est lui qui a fait toutes les révolutions, ce qui ne signifie pas qu'il soit révolutionnaire en permanence. Il lui arrive d'être résigné, démoralisé, ou de penser à tout autre chose...

Le prolétaire pur et dur est un mythe, en effet, fabriqué peut-être pour de bien mauvaises causes. Par ces témoignages qui se transmettent dans les familles, de génération en génération, je sais qu'il y a un siècle, le métal ou le mineur ne rêvait qu'au miracle qui le ferait sortir de la condition prolétarienne ou, à tout le moins, qui permettrait à ses enfants d'y échapper. Il n'y a rien de changé aujourd'hui, bien des ouvriers sont habitués par les mêmes fantasmes, ce qui explique la prospérité du loto et du PMU.

Dans son article du *Monde* l'innarrable J.-P. Rioux posait gravement la question : « Où êtes-vous culture ouvrière ? » Il ne sait pas, gros bêtard, que la « culture ouvrière » pour ces prolétaires il y a un siècle consistait à noyer leur ennui dans le rouge. Il ne sait pas que la « culture ouvrière » des mineurs de la Loire, avant la dernière guerre, les amenait à absorber une moyenne de quatre à cinq litres de vin par jour, plus d'impressionnantes séries d'apéros amisés (2). (Dans le Nord et l'Est c'étaient la bière et le schnaps.) Les rues des cités minières n'étaient qu'une longue suite de cabarets.

Aujourd'hui, dans ces banlieues, les bagnoles garnissent les parkings et les deux tiers des bistrotiers ont disparu. Ces voitures, dont 76% selon Noiriel, sont achetées d'occasion, permettent aux familles de passer

quelques dimanches d'été dans les campagnes environnantes. Faut-il le regretter ?

Deux remarques s'imposent :
• 1. Ces malheureuses habitudes des mineurs de la Loire et d'ailleurs, conséquences de l'extrême dureté des conditions de travail, n'empêchèrent pas cette corporation toujours caractérisée par un grand esprit de solidarité, de mener des luttes vigoureuses ;
• 2. Il serait intéressant de s'arrêter sur ce concept de « culture ouvrière ». En effet, l'ouvrier cultivé lit les auteurs... bourgeois. Il cherche à acquérir la maîtrise du langage et toutes les connaissances qui sont l'apanage de la bourgeoisie. Il y aurait là matière à un autre débat...

Prolétariat et révolution

Il n'est pas question d'idéaliser le prolétariat, ni celui d'hier ni celui d'aujourd'hui. Cependant, ainsi que Bakounine l'a souvent rappelé, les individus sont les produits d'un milieu social, d'un développement historique. Les conditions de vie et de travail font que les prolétaires sont, plus que toute autre classe, capables des plus généreux élans de solidarité, des plus impétueux mouvements de révolte, même s'il leur arrive parfois de se résigner ou de se laisser bernier. Ils sont aussi ceux qui ont, objectivement, le plus de raisons de vouloir un changement de société. Enfin, compte-tenu de la place qu'ils occupent dans la société, ils constituent la classe qui a le plus de forces pour réaliser ce changement et pour construire un monde nouveau.

La révolution sociale, si elle se produit un jour — il ne s'agira vraisemblablement pas d'un « grand soir » ni de la prise du Palais de l'Élysée... (3) — ne constituera pas l'aboutissement d'une prétendue « nécessité historique », mais sera bel et bien une affaire de volonté et de conscience de la part du prolétariat (ou des ouvriers, des travailleurs, des classes laborieuses, etc., employez le terme qui vous convient car, ainsi que le remarquait Pierre Besnard, ça revient au même...).

Dans ce duel tragique...

L'objectif de cet article était de montrer qui, si les techniques, les modes de vie, les mentalités évoluent les rapports de classes, eux, ne sont pas, fondamentalement modifiés.

Il n'existe aucune raison pour que les anarchistes oublient ce que

Sébastien Faure écrivait dans *L'Encyclopédie anarchiste* : « L'anarchisme reconnaît l'existence des classes ; il constate l'antagonisme des intérêts politiques, économiques et moraux qui opposent irréductiblement une classe à l'autre. Il admet le dualisme historique qui, depuis qu'elles existent, a dressé fatalement l'une contre l'autre la classe capitaliste et la classe ouvrière. (...) Dans ce duel tragique qui dresse face à face les deux classes adverses, l'anarchisme prend fait et cause pour le prolétariat contre la bourgeoisie. » (4)

Sébastien BASSON
(Gr. Nestor-Makno
de Saint-Etienne)

(1) Pierre Besnard, *L'Encyclopédie anarchiste*, p. 1892.

(2) J'ai bien écrit moyenne de 4 à 5 litres ! C'était la cité minière de la Ricamarie, dans la banlieue stéphanoise qui, paraît-il, détenait le record de France dans ce domaine...

(3) Comme l'a écrit J.-M. Raynaud dans le *Monde libertaire* du 7 juillet 1989 la rupture « ne peut qu'être de l'ordre du processus ».

(4) *Encyclopédie anarchiste*, p. 79.

SOMMAIRE

- PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste.
- PAGE 3, Politique : Médiocrité et démagogie politique.
- PAGE 4, Lutes : Médiocrité et démagogie... (suite de la page 3), Impôts, Peugeot, En bref, Communiqué.
- PAGE 5, Société : Appel des détenus de la centrale de Moulins, Prisons : chroniques de l'été, Télémagot (suite).
- PAGE 6, Education : Lutte de classes... les inégalités ont la vie dure, La farce tranquille.
- PAGE 7, Education : Protocole armée/éducation, Jeunes sans diplômes.
- PAGE 8, Dans le monde : Cambodge, Québec.
- PAGE 9, Dans le monde : Nicaragua, Uruguay.
- PAGE 10, Archives : Hommage à José Pelrats.
- PAGE 11, Expressions : Notes de lectures, Interview de Jean-Luc Debattice, Communiqués.
- PAGE 12, Arguments : Classes sociales (2^e partie).